

A. — E T U D E

CONTRADICTIONS DE CLASSES ET CONTRADICTIONS AU SEIN DES MASSES

par M. Ahmed KAID

Nous publions ci-après le texte de la conférence prononcée le 10 avril 1970 à Alger, salle Ibn Khaldoun, par Monsieur KAID Ahmed, Responsable de l'appareil du Parti F.L.N., sur la classification et la hiérarchisation des contradictions dans la société algérienne ou auxquelles celle-ci participe.

L'auteur a bien voulu autoriser la REVUE ALGERIENNE à reproduire cette conférence telle qu'elle a été diffusée par une brochure éditée par l'« Entreprise algérienne de presse ».

INTRODUCTION

Pour la clarté de l'exposé que nous nous proposons de faire, et pour éviter toute équivoque, il nous paraît nécessaire de bien préciser la signification du contenu que nous donnons au terme de contradiction dans un ensemble social.

Au sein d'une société donnée, il y a contradiction fondamentale, lorsqu'il y a antagonisme d'intérêts et opposition irréductible entre des classes dont l'une exploite l'autre, ou en d'autres termes lorsque le pouvoir et les instruments politiques, du fait de l'appropriation privée des moyens de production, sont entre les mains d'une classe dominant les autres.

Les rapports entre ces classes rendent la cohabitation de plus en plus difficile par le jeu des réalités socio-économiques. Ils ne peuvent être radicalement transformés que par, soit une « nuit du 4 août », ce qui est impensable de la part des classes privilégiés, soit le dépassement au moyen de la violence, libératrice de la classe dominée.

Dans le contexte colonial ou néo-colonial, la contradiction fondamentale se situe, entre toutes les classes du pays dominé d'une part et la puissance dominatrice et ses volets d'autre part.

Enfin à l'échelle planétaire, une contradiction fondamentale existe entre, d'une part, les peuples luttant pour leur indépendance nationale, politique ou économique et, d'autre part, l'impérialisme qui étend ses tentacules en vue d'exploiter sous les formes les plus variées le maximum de nations, les plus faibles en particulier.

Cette contradiction ne peut se résoudre que par la victoire d'un front anti-impérialiste, organisé dans le cadre d'une stratégie globale et cohérente, dans un combat déterminé unissant démocratiquement les forces intéressées et excluant le sectarisme stérile, la recherche de la prééminence basée sur de faux critères, la volonté de puissance, ainsi que les susceptibilités et les égoïsmes nationaux.

Cette contradiction-là pourrait même être qualifiée d'ultra-fondamentale, s'il est permis d'utiliser cette expression pour caractériser la priorité absolue qui doit, à notre sens, être accordée au combat à mener pour la libération des peuples, un combat effectif, par les armes, lorsque l'impérialisme nous y oblige et non par le vote de motions ou l'expression de vœux pieux qui ne peuvent que faire le jeu de ce dernier et constituer, en fait, un encouragement à son agression permanente.

Cette définition sommaire de la contradiction fondamentale nous amène à parler du caractère des autres contradictions susceptibles de voir le jour au sein de toute société.

Selon leur nature, leur degré d'acuité et le moment précis où elles se situent dans un processus historique ces contradictions peuvent être principales ou secondaires, majeures ou mineures, objectives ou subjectives, antagonistes ou non antagonistes.

C'est ainsi par exemple, qu'au sein de la société capitaliste, les couches intermédiaires qui se situent entre le prolétariat et la bourgeoisie et servent de relais et d'agents à cette dernière, ont des intérêts propres opposés à ceux du peuple.

Dans la phase d'ascension de la bourgeoisie, la contradiction entre la couche intermédiaire et le peuple prend le caractère d'une contradiction principale et majeure.

Par contre lorsque les forces populaires, par le succès de leurs luttes sociales remettent en cause l'équilibre des forces, les couches intermédiaires dans le souci de préserver leurs intérêts propres, se rapprochent du peuple et la contradiction perd de son acuité prenant ainsi un caractère mineur et même secondaire.

Dans le système socialiste, certaines déviations peuvent créer des contradictions entre les peuples et les appareils bureaucratiques, contradictions majeures ou mineures selon l'importance de ces déviations.

Mais le processus inéluctable de l'évolution du socialisme oblige aux mutations, réajustements et corrections car, par définition, il ne saurait ramener à la société de classes, encore moins de consommation.

X X X

Pour sa part, l'Algérie, résolument engagée dans la lutte anti-impérialiste et apportant chaque jour sa contribution à la résolution de la contradiction fondamentale par la victoire des forces de progrès dans le monde, connaît des contradictions internes. La contradiction principale naît du renforcement toujours plus grand du secteur socialiste face à un secteur privé de caractère capitaliste, certes réduit, mais trouvant des appuis et des complicités parfois même au sein des appareils en place, grâce aux jeux des affinités et des liens qui existent entre lui et une partie de l'encadrement des organismes administratifs, économiques et socio-culturels.

La nature même de notre économie qui comporte des secteurs riches et des secteurs pauvres, des branches à haute productivité et des branches déficitaires, ainsi que la mise en œuvre de techniques modernes à côté de techniques archaïques provoque des contradictions objectives dont la nature, le caractère et le degré doivent être précisés.

Ce qui est clair c'est qu'elles ne sont pas forcément antagonistes, du moins dans la phase actuelle.

Quand aux contradictions subjectives au sein du peuple, elles sont de tous ordres et s'expliquent par l'évolution et la mutation du milieu social qui n'a encore, ni entièrement éliminé les vieilles structures, ni totalement adopté de nouvelles. Ce genre de contradictions au sein du peuple démontre, s'il en était encore besoin, combien l'événement précède la conscience.

Dans le Tiers-Monde, d'une façon générale, l'élite au sens large du terme, amenée par la force des choses à détenir les leviers de commande de l'appareil économique, administratif et socio-culturel, mais nourrie aux sources des ex-Métropoles, réagit objectivement en fonction de ces sources et non en fonction du patron culturel national que l'impérialisme et le colonialisme se sont évertués à déprécier, développant ainsi chez elle un complexe d'infériorité qui conduit au plagiat et au mimétisme.

Parfois une partie de cette élite, pour des raisons tactiques ou par subjectivisme, ou encore par ignorance inavouée des réalités de leur pays, abandonnent les concepts clairs et éprouvés pour se réfugier dans les théories pseudo-scientifiques qui aboutissent à assimiler des révolutions populaires, inscrites indubitablement dans le sens de l'histoire, à de simples renversements de régime sinon à des Révolutions de Palais.

Le processus authentiquement révolutionnaire, le progressisme petit bourgeois, le réformisme paternaliste comme les simples vellétés demeurées au stade du verbiage, sont délibérément confondus.

La confusion voulue ou, ce qui est encore plus grave, involontaire, entre la contradiction fondamentale et d'autres qui ne le sont pas au stade actuel, amène ceux qui la font à des erreurs impardonnables sinon à des alliances contre-nature.

Cette confusion, lorsqu'elle est le fait d'éléments progressistes pourvoit ceux-ci dans les luttes de diversion qui retardent la concrétisation de l'objectif révolutionnaire, à savoir l'instauration de rapports sociaux nouveaux. De plus, elle fait d'eux les alliés objectifs, sinon déclarés, de la petite bourgeoisie qui s'affuble du manteau révolutionnaire lorsque la situation l'exige, mais qui demeure réfractaire par essence au socialisme.

Voilà très schématiquement quelques précisions sur ce que recouvre pour nous le mot contradiction dans un ensemble social.

PREMIERE PARTIE :

Tenir compte des données spécifiques et des réalités objectives

Traiter des contradictions sociales, en situer les termes et le contenu, les saisir concrètement dans chaque type de société et à un moment donné de l'évolution historique de cette société, est une tâche dont la complexité et les difficultés ne sauraient être sous-estimées.

De la nécessité de l'Idjihad

Cette complexité et ces difficultés, loin de rebuter le Révolutionnaire, doivent au contraire le stimuler dans sa recherche et sa réflexion, car l'appréciation de la nature des contradictions, de leurs caractères et de leur degré d'acuité, n'a pas pour objet de procurer des thèmes à un débat académique ou de fallacieuses satisfactions intellectuelles.

C'est une tâche indispensable dont l'objectif pour le Révolutionnaire est essentiellement pratique, car pour lui « il ne s'agit plus d'interpréter le monde, mais de le transformer ».

C'est bien là son but. Elle tend, par une analyse théorique et correcte des phénomènes sociaux, à dégager une stratégie juste du mouvement révolutionnaire pour chaque étape.

Car toute cette action non précédée d'une vue théorique rigoureuse, découlant de réalités concrètes et appuyées sur des analyses approfondies, prenant en compte les divers aspects des phénomènes, est condamnée d'avance à l'échec et risque d'aboutir à des buts autres que les objectifs visés.

Cette recherche théorique constante, ininterrompue, devient chaque jour plus impérative en raison du degré de plus en plus élevé de l'évolution de l'espèce humaine et de l'accélération de l'histoire qui rend le processus de développement de plus en plus complexe et multiforme.

Il nous est facile de multiplier les exemples de cas où une appréciation théorique erronée à immanquablement mené à une fausse stratégie et par suite à la sanction inéluctable l'échec.

Faut-il rappeler le sort que le peuple algérien en armes a réservé à la théorie de « la nation en formation » ou aux aberrations des lendemains de l'indépendance quand d'aucuns, estimaient qu'au nom de la Révolution sociale les « bleus », hier encore fer de lance de la répression colonialiste, devaient être immédiatement engagés dans nos rangs et constituer un rapport positif au mouvement révolutionnaire.

Dans l'un et l'autre de ces deux cas l'erreur provenait d'une appréciation théorique erronée.

Que l'on nous entende bien, notre jugement ne met pas en cause les concepts méthodologiques mais leur utilisation incorrecte.

L'analyse marxiste, pas sa démarche scientifique, est celle qui a posé le plus clairement et donc résolu correctement le problème de méthodologie permettant à la réflexion de s'exercer dans un cadre adéquat.

Par ailleurs, l'analyse marxiste, toute axée à ses débuts sur l'étude de la société industrialisée, fruit d'un développement réalisé selon un processus historique déterminé dans un cadre géographique précis, n'a pas couvert, et il ne pouvait en être autrement à l'époque, avec la même rigueur, les autres sociétés, celles du monde non-industrialisé qui connaissait d'autres conditions.

Plus tard le développement prodigieux et simultané des systèmes capitaliste et socialiste ainsi que l'avènement du Tiers-Monde ont créé une situation historique exceptionnelle et tentante. Dès lors, la rigueur méthodologique fléchit dans certains cas, devant la défense d'intérêts particuliers ou l'exploitation de situations conjoncturelles.

Comme il est aisé de le concevoir, aucune œuvre humaine si géniale soit-elle, ne peut être considérée comme parfaite et ayant une valeur absolue dans le temps et dans l'espace à moins de verser dans le dogmatisme stérilisant.

Tout comme la pensée la plus rigoureuse et la plus radicalement révolutionnaire peut céder quelquefois le pas à de vieux réflexes d'égoïsme national.

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de montrer combien néfaste peut être l'arrêt de l'effort intellectuel dans une société par ailleurs en pleine expansion.

Dans les premiers siècles de l'Islam, la communauté musulmane et en particulier, son élite pensante, s'étaient attachés par un rude effort intellectuel — « l'idjtihad » — à interpréter les sources de la doctrine islamique et à proposer des solutions aux problèmes posés par la vie de la « Umma », c'est-à-dire de la nation.

Certains penseurs se sont opposés à la pratique de l'idjtihad et l'ont remplacée par le concept de taqlid — concept qui interdisait au croyant l'interprétation directe des sources doctrinales et lui faisait un devoir de « reconnaître l'autorité des générations antérieures ».

Dès lors, l'Islam allait se figer pour des siècles et la civilisation arabo-islamique entamer la courbe de son déclin.

C'est dire, en somme, toute l'importance de l'effort de recherche et de réflexion en vue de la compréhension des situations, de la confrontation de la théorie et de la pratique, enfin de la controverse et de la contestation responsable.

Là où le respect religieux du dogme s'installe, où le désir d'enrichir la connaissance est supplanté par le fétichisme, il ne saurait y avoir progrès dans la pensée et partant dans l'action. L'épanouissement de la pensée humaine ne saurait se réaliser dans un cadre inadapté et contraignant.

Dans cet ordre d'idées les systèmes socialistes n'ont pas toujours résolu de façon heureuse la conciliation et l'équilibre entre la démocratie économique exigeant la rigueur et la discipline et la démocratie politique qui permet à l'homme de s'exprimer sans contrainte et sans peur du lendemain en vue d'apporter sa contribution à l'enrichissement et à l'approfondissement de la pensée révolutionnaire.

C'est toute la question du PARTI UNIQUE, par ailleurs indispensable à tout processus de développement socialiste, qui reste posée et dont la solution permettra de concevoir les structures et les règles de fonctionnement les plus valables pour le plein exercice et le respect du centralisme démocratique. Le culte de la personnalité, quelquefois, du PARTI et de l'Etat, la tendance des hommes à s'identifier à l'action menée, action en principe collective, est l'une des maladies qui guettent les systèmes révolutionnaires et les régimes installés dans les pays du TIERS-MONDE en particulier. C'est principalement la raison qui guide l'ALGERIE dans sa manière d'entreprendre la mise en place des institutions en vue de garantir au peuple la plénitude de sa souveraineté, comme nous le verrons tout à l'heure.

Pour éviter les erreurs

Des deux exemples cités plus haut pour montrer comment une analyse théorique erronée mène à des conclusions d'ordre stratégique fausses quels enseignements peut-on tirer ?

Le premier posait comme thème que dans l'ALGERIE colonisée la contradiction fondamentale n'était pas entre le colonialisme et ses valets d'une part et le peuple algérien tout entier d'autre part mais entre capitalistes et prolétaires, même au sein de notre peuple.

De cette affirmation théorique découlait toute une stratégie politique qui ne prenait pas en compte des réalités que le mouvement nationaliste assumait plus pleinement.

C'est dans la méconnaissance des réalités que se trouve la source de l'erreur qui a conduit à des conclusions pratiques dont le caractère erroné n'est plus à démontrer.

Le second cas se basait en théorie, sur le fait qu'avec la libération nationale, la contradiction fondamentale entre colonialisme et colonisés étant résolue, même les agents actifs du colonialisme, pourvu qu'ils soient dotés d'un statut de prolétaires, se trouvaient automatiquement réintégrés au sein du peuple et devaient, au même titre que les patriotes, participer à la Révolution sociale.

La réaction populaire par sa violence, pourtant facilement prévisible, a fait justice d'une pareille aberration.

En définitive, les deux cas ont en commun l'appréciation fautive de la nature du caractère et du degré d'acuité des contradictions, pour le dépassement desquels ses auteurs se proposaient d'agir.

Ce qui les différencie, c'est que dans le premier cas, le raisonnement bien qu'appuyé sur une base conceptuelle juste ignorait les données concrètes de la situation. Par contre dans le second, la réalité pourtant bien connue a été en quelque sorte « SCOTOMISEE ». On s'est astreint à observer sans voir, et à ignorer des évidences, simplement parce qu'elles ne s'inséraient pas dans des schémas théoriques abstraits et classiques mécaniquement repris.

Le premier enseignement que nous pouvons tirer de tout cela est que, pour analyser correctement une situation socio-économique et saisir la nature, le caractère d'acuité des contradictions à résoudre, il faut se garder de toute schématisation, de toute généralisation, autrement dit du mimétisme et du plagiat idéologiques.

Le second enseignement, le plus riche de conséquences, c'est qu'il est temps pour les élites du TIERS-MONDE de s'armer de concepts méthodologiques

éprouvés et de ne plus se contenter de « fragments mal assimilés » ou de schémas rudimentaires à allure pseudo-scientifique, quand ce n'est pas d'un simple jargon destiné à camoufler le vide de la pensée.

Car l'effort d'acquisition des connaissances scientifiques serait vain, s'il n'était parallèlement doublé d'une recherche méthodique en vue de maîtriser la réalité nationale.

Il est malheureusement devenu coutumier, pour certaines élites du TIERS-MONDE de se référer systématiquement à des données propres à l'Occident et à l'Europe en particulier, pour procéder à l'approche des problèmes multiples et épineux qui se posent à leur pays.

La civilisation technique de l'Occident, le poison idéologique des universités et écoles bourgeoises, le mode de pensée et de vie de la société de consommation, ont pesé et continuent de peser de tout leur poids, sur l'esprit de ces élites paralysées par une contrainte intellectuelle et psychologique que le colonialisme a voulue pour les domestiquer et les stériliser.

Car pour imposer une mainmise sur les richesses du TIERS-MONDE et continuer impunément leur pillage, l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme ont besoin des élites autochtones comme courroie de transmission de leur pénétration.

A la pénétration armée ils ont, pour les besoins de leur expansion, substitué la pénétration culturelle, qui pour être efficacement menée doit entretenir l'élite intellectuelle du pays visé dans une dépendance étroite et totalement acceptée.

C'est dire que la recherche de la dépersonnalisation des peuples par le colonialisme a tendu à la déculturation suivie d'une reculturation conforme à sa philosophie et en fonction de ses besoins stricts. Dès lors il favorise la naissance d'une certaine élite au caractère et à la mentalité hybrides, sous-produit de sa culture. Le divorce entre ces élites et les masses devenait de plus en plus net.

Il nous faut citer à ce sujet Juan José Hernandez Arregui qui, dans son livre « Impérialisme et Culture », écrit :

« La culture devient bilingue non pas en raison de l'utilisation d'une double langue mais à cause de la contiguïté de deux patrons culturels de pensée, l'un national, celui du peuple, l'autre étranger celui des classes soumises à l'extérieur. L'admiration des classes supérieures pour les Etats-Unis et pour l'Europe est le tribut de leur soumission. Avec la colonisation des classes supérieures, la culture de l'impérialisme introduit indirectement chez les masses de connaissances qu'elles absorbent sans pouvoir les contrôler. »

Pour rester en Amérique Latine voilà ce que dit un auteur de cette pénétration : « Elle sert à institutionnaliser la dépendance et à la faire considérer comme une chose normale. Le principal objectif de cette déformation culturelle est que le peuple n'ait pas conscience de cette situation de néocolonisé qui est la sienne et qu'il n'aspire pas à la changer ; ainsi la colonisation pédagogique remplace efficacement la police coloniale ».

Ceci méritait d'être livré comme thème de réflexion, particulièrement aux admirateurs de certains « modes de vie » ainsi qu'aux collectionneurs de « gadgets », de « posters » ou d'anecdotes sur les clans X ou Y. Car il faut bien le souligner, il n'y a pas de formes sérieuses de pénétration culturelle impérialiste et de formes futiles. Il y a une stratégie globale à laquelle il nous faut opposer une résistance globale, sinon, c'est l'aliénation génératrice d'amputation et de mutilation qui, à travers des individus, vise à atteindre la collectivité toute entière.

Pour une autre catégorie de l'élite qui tente d'acquérir les connaissances dialectiques et méthodologiques du marxisme, il semble qu'elle ait du mal à assimiler le sens réel de cette doctrine, ce qui l'amène, elle aussi, à agir par référence, au lieu d'essayer d'appliquer la méthodologie et les connaissances acquises aux spécificités économiques sociologiques et politiques de son pays.

Karl Marx, dans sa rigueur de pensée et sa probité intellectuelle, n'a-t-il pas écrit quelque part que ses études avaient essentiellement porté sur des sociétés de tradition chrétienne /

Il découle de cela en particulier, que l'on doit éviter d'appliquer d'une manière mécanique à tous les milieux socio-économiques les résultats d'une analyse portant sur une société donnée.

DEUXIEME PARTIE :

L'étude des sociétés pré-capitalistes ne peut obéir à des schémas rigoureusement identiques

Pour une étude féconde des contradictions de classes et des contractions au sein des masses, il apparaît indispensable de revoir, à la lumière des données historiques, l'enchaînement des processus qui nous permettra de saisir dans tous ses aspects le problème posé et de tenter d'éclairer les causes de la diversité des situations socio-économiques.

Les nécessités méthodologiques nous imposent de commencer par la période pré-capitaliste.

Les sociétés européenne et asiatique

Le schéma général de la périodisation classique (communauté primitive, esclavagisme, féodalisme) qui, en Europe, a indéniablement prévalu dans l'évolution socio-économique et qui a été longtemps considéré par les successeurs de Marx comme universel commence à être de plus en plus remis en question.

La conjonction entre un européo-centrisme excessif et, il faut bien le dire, un certain dogmatisme chez les analystes marxistes d'une part, et la falsification délibérée de l'histoire par les apologistes de l'idéologie colonialiste d'autre part, est cause d'une stagnation de la recherche et d'un manque de réflexion sur le blocage du processus historique qui a caractérisé la presque totalité des pays du Tiers-Monde.

Peut-être devons-nous aussi nous interroger sur les raisons du peu d'intérêt qu'a suscité chez les théoriciens marxistes jusqu'à une époque récente, les documents portant sur des modes de production pré-capitalistes non conformes au schéma classique ?

Quoi qu'il en soit et pour ne parler que du Moyen-Age et en ce qui concerne le Maghreb en particulier, les structures socio-économiques et politiques qui prévalaient avant l'avènement du capitalisme, différaient fondamentalement des systèmes que connaissaient l'Europe et l'Asie.

Il convient en effet de noter, que les théoriciens de la colonisation se sont appliqués à falsifier l'histoire et les réalités sociologiques des peuples à asservir comme à retirer de la circulation des documents précieux, d'autres méconnus.

Le système féodal européen était basé sur l'appropriation totale de la terre, alors principal moyen de production, par le seigneur et sur l'asservissement du paysan lié à cette terre, susceptible d'être vendu avec elle, payant la rente foncière en produits, en temps de travail et enfin en argent.

De plus, la classe supérieure détentrice du monopole du port d'armes face aux paysans désarmés s'érigeait en caste fermée dont l'accès ne pouvait se faire que par la naissance ou de très rares promotions récompensant des services exceptionnels.

Les rapports entre seigneurs et paysans étant des rapports d'exploitation directe des uns par les autres créaient une contradiction fondamentale et antagoniste dans la société féodale.

A l'intérieur même de la classe des féodaux, une contradiction principale existait entre suzerains et vassaux. Elle se concrétisait par la lutte entre les tendances centralisatrices des premiers et particulièrement des souverains et les tendances vers l'indépendance sans cesse croissante des vassaux. Cette contradiction a fini par prendre un caractère antagoniste de plus en plus marqué dans les pays où l'Etat a pris une forme despotique et centralisée.

Le despotisme oriental dans les sociétés asiatiques avait, quant à lui, évolué d'une façon différente. De vieilles civilisations, très raffinées en comparaison de l'Europe où « la tête portait la couronne et les foulaient la paille », s'étaient édifiées sur une base socio-économique caractérisée par l'existence de communautés tribales ou villageoises, possédant collectivement la terre mais qui acceptaient pour des raisons idéologiques — religieuses notamment — la domination d'une monarchie, divinité secondée par un clergé dont le rôle administratif et technique était primordial dans la réalisation des grands travaux productifs et improductifs.

Les surplus dégagés par les communautés productrices servaient à la réalisation de ces travaux que chacune d'elles prise à part ne pouvait réaliser à elle seule.

Naturellement la classe dominante détournait à son profit une part importante de ces surplus qui servaient à la consommation, au luxe effréné et à la thésaurisation.

Cela permettait aussi à la classe dominante l'entretien d'armées de mercenaires destinées à réprimer toute velléité de transformation de l'ordre établi.

D'ailleurs, l'acceptation de cet état de choses par les villageois, pour des raisons d'ordre idéologique, a abouti à des structures stables d'où les facteurs de transformation étaient exclus pour une période très longue en comparaison de l'évolution rapide de l'Europe.

La société maghrébine

La société nord-africaine, au cours du Moyen-Age, connaissait un autre type d'organisation qu'il nous faut étudier un peu plus longuement.

L'introduction de l'esclavagisme de type européen par les Romains et les Byzantins n'a touché l'Afrique du Nord qu'en deçà du limes (limites de la pénétration romaine) et ce système a été totalement remis en cause par éviction des conquérants lors des luttes épiques qui ont abouti à rendre au Maghreb son indépendance pendant une durée de quatre à cinq siècles.

A l'arrivée des Arabes, les tribus dont les structures avaient pu être détruites par les Romains ou les Byzantins s'étaient très probablement reconstituées.

Ce fait explique l'absence de grands travaux.

Car la réalisation de ce genre d'ouvrages suppose la possibilité de réquisitionner une main-d'œuvre docile et nombreuse. Mais à cette réquisition, les structures tribales et les capacités guerrières des populations soustrayaient efficacement les individus.

L'existence de ces structures se trouve par ailleurs indirectement confirmée par la rapidité de l'adoption de l'Islam par les populations autochtones.

L'organisation sociale, en tous points comparable à celle des tribus arabes s'avérait tout aussi perméable à l'idéologie nouvelle. D'ailleurs pareille similitude de la construction sociale n'est-elle pas elle-même la confirmation d'une origine commune ?

A partir de l'Islamisation, l'évolution de la société maghrébine, devient plus facile à suivre surtout au Moyen-Age où elle a eu la chance d'être décrite et étudiée par Ibn-Khaldoun non sous la forme événementielle, comme cela était et devait être la règle jusqu'au XIXème siècle, mais selon une méthode nouvelle, hautement scientifique et tellement en avance sur son époque qu'elle a, à juste titre, été considérée comme marquant la naissance de la conception moderne de l'histoire.

La caractéristique principale de cette société et sur laquelle Ibn-Khaldoun lui-même insiste singulièrement, est la structuration presque générale selon le modèle tribal, collectiviste et patriarcal, communautaire au niveau de la cellule de base élargie.

La stabilité de l'organisation tribale a déterminé sans aucun doute l'originalité de l'évolution historique maghrébine.

Cette collectivité d'hommes libres et armés, liés entre eux par des liens de parenté réels ou fictifs, sinon mythiques, se basait sur un ensemble de valeurs et de principes constituant un code d'honneur d'autant plus respecté que la plupart du temps il est informulé et qu'aucune force coercitive physique n'obligeait l'individu à son observance.

En effet, l'atteinte à ce code n'était sanctionnée que par la réprobation publique qui, dans son expression la plus extrême, correspondait à la mise à l'index.

Le plus souvent, d'ailleurs, le fautif dans sa crainte de la réprobation collective et par « H'chouma » qui n'est en fait que le négatif du sentiment d'honneur et d'équité, n'attendait pas d'être accusé et préférait l'auto-punition en se bannissant lui-même.

Cette auto-punition prend la valeur hautement symbolique d'un véritable suicide.

Les rapports sociaux ainsi sommairement décrits, examinons leur base économique.

Si l'on exclut l'artisanat cantonné dans les villes et somme toute assez réduit, la production proprement dite était essentiellement basée sur l'association culture-élevage avec une nette prédominance de ce dernier dans les grandes steppes.

La propriété privée de la terre était l'exception, le mode d'appropriation revêtait deux formes : le « mélk » (propriété de la famille agnatique élargie) et le « arch » (propriété de la collectivité tribale).

Les proportions respectives de ces deux formes étaient déterminées par l'ampleur des déplacements, eux-mêmes dépendant de la richesse des pâturages et de l'importance du cheptel.

La où les déplacements (transhumance) étaient plus réduits, en raison du développement des cultures irriguées et de l'arboriculture, existait la propriété « melk », habous privé ou public, inaliénable, indivis. Cette forme d'appropriation était adaptée aux structures de la cellule de base vivant en communauté coopérative tant sur le plan de la production que de la consommation. Cette

forme de propriété non privée au sens classique pouvait être contestée par la collectivité plus large selon des principes admis par le code traditionnel.

Par contre, là où l'économie pastorale prédominait, ce mode d'appropriation qu'on ne peut en aucun cas qualifier de privé cédait le pas à la forme collective « arch ».

Les nécessités de la pastorale, comme le souligne avec insistance Ibn-Khaldoun, ont imposé l'organisation tribale, seule en mesure de maintenir la cohésion du groupe social qui ne se définit pas en fonction de l'occupation permanente d'un territoire donné mais plutôt par le droit à l'occupation de ce territoire.

De plus, à tout moment, le problème de faire valoir ce droit risque de se poser et c'est là qu'intervient l'aptitude guerrière individuelle et collective des Maghrébins, aptitude qu'à relevée Ibn-Khaldoun même chez les groupes sédentarisés.

Cette nécessité de défendre par les armes le droit sur la terre jouait, non seulement, et c'est naturel, face aux autres groupes de même nature, mais à l'intérieur même du groupe.

Elle empêchait les chefs de tribus d'étendre leur autorité comme cela serait inmanquablement arrivé si ceux-ci avaient eu en face d'eux des populations désarmées et inorganisées, comme en Orient ou en Europe.

Ce fait à notre sens fondamental doit toujours être présent à l'esprit.

Toute tentative d'asservissement, de création de rapports de seigneurs à serfs, se heurtait à la réaction d'un groupe social de gens libres et armés, faisant partie d'une organisation qui, sans entraînement préalable, pouvait se transformer en une redoutable machine de guerre dotée d'armes, de capacités stratégiques et tactiques et surtout d'une motivation forte : la défense de l'honneur et des biens collectifs.

Pareil état de choses différencie essentiellement la société maghrébine médiévale des formations socio-économiques d'Asie ou d'Europe.

En effet, la couche privilégiée constituée par ce qu'on pourrait appeler une aristocratie rurale voyait sa domination limitée par la permanence des structures tribales, ce qui fait qu'elle n'a à aucun moment, réussi à modifier, à son avantage, le mode d'appropriation des moyens de production.

De plus, la domination de l'Etat ne s'exerçait pas à l'intérieur de la tribu sur chaque individu mais était appliquée au sommet par l'entremise du chef de la tribu. L'autorité de celui-ci se trouvait forcément limitée par le commerce d'honneur et de prestige qui régissait ses rapports avec ses contribuables. Par ailleurs, le caractère révocable de la charge des chefs entretenait une instabilité telle qu'il fut impossible à cette aristocratie tribale de se structurer en couche sociale susceptible d'imposer une domination. Le chef devait mériter à tout moment la prééminence par ses qualités personnelles et en œuvrant pour le bien de sa communauté. Ce qui l'amenait fatalement à faire siens les intérêts de son groupe face à toute menace extérieure, que cette menace vienne de l'Etat ou d'un autre groupe tribal.

En effet, le choix des chefs de tribus était soumis à une série de principes et de règles. Il ne reposait pas toujours sur l'âge, ce qui paraît paradoxal dans une société patriarcale, et encore moins sur la condition sociale.

Il fallait à la fois être juste et guerrier, pourvu d'expérience et de sagesse, apte à payer de sa personne et de ses biens en tout lieu et en toute circonstance.

Il fallait surtout être en mesure de faire respecter le code de l'honneur sans partialité ni parti-pris. Il y a conseil des sages et changement dès que les règles sont transgressées ou, en cas de refus d'obtempérer, conflit interne peut aller jusqu'à la violence.

Dans ces conditions, la conscience qu'auraient pu avoir les chefs de tribus de leur communauté d'intérêts ne pouvait pas déboucher sur la constitution d'une classe susceptible de s'organiser en vue d'assurer sa prépondérance et d'exercer sa domination.

Une autre composante de la couche privilégiée était constituée par les marchands — catégorie sociale florissante sur le plan matériel — en raison du développement du commerce caravanier.

Un fait primordial dont le rôle sur l'économie et la situation sociale du Maghreb a été trop longtemps méconnu, fut le contrôle du trafic d'or pendant tout le Moyen-Age par les dynasties maghrébines.

Ce fait a déterminé la spécialisation d'une catégorie sociale qui n'a à aucun moment pu constituer une bourgeoisie au sens occidental du mot. C'était plutôt une aristocratie marchande intimement liée au pouvoir étatique, traitant presque d'égal à égal avec celui-ci et toujours associée avec lui et avec l'aristocratie tribale sur la base de l'intérêt commun. Il s'agissait de s'assurer en commun des revenus toujours croissants par l'organisation du commerce caravanier en général et de l'or en tout premier lieu. Le souverain, les marchands et les chefs de tribus étaient également intéressés à la sécurité des déplacements et des échanges. Le souverain prélevait les taxes et redevances qui lui revenaient de droit. Les chefs de tribus trouvant leur compte en fournissant les escortes armées, les moyens de transport et les servants.

Les revenus que fournissait le commerce avec l'Orient musulman et les pays chrétiens étaient tellement élevés pour l'époque que la couche privilégiée n'a à aucun moment, senti la nécessité ni de développer l'exploitation directe des populations, ni de s'approprier primitivement les moyens de production pour asseoir cette exploitation.

En effet, l'exploitation des couches productives de la population avait surtout un caractère fiscal.

Elle se faisait concrètement soit par prélèvements directs du souverain sur les tribus, par l'intermédiaire des chefs, soit par la concession du droit de prélèvement à certaines tribus sur d'autres.

Nous retrouvons là la distinction entre tribus qui aboutira à la différenciation entre « makhzen » et « riaïa ».

D'aucuns ont voulu voir là quelque chose de similaire au fief seigneurial du féodalisme européen.

Ceci ne résiste pas à l'analyse. La concession du droit de prélèvement de l'impôt « azela » chez nous ou « iqta » en Orient musulman, n'était jamais définitive ni surtout héréditaire.

Le souverain ne se faisait pas faute de révoquer ce droit en cas de nécessité, soit en s'appuyant sur son propre groupe tribal, soit sur d'autres groupes dont l'alliance était recherchée.

Le caractère révocable de la « azela » ou de l'« Iqta » en ce qui concerne l'aristocratie militaire, les aléas du commerce et la faculté pour le souverain à tout moment de confisquer les biens de tel ou tel marchand, faisait de la

couche privilégiée constituée par les aristocraties militaires, tribales et marchandes, une couche dont la composante humaine était trop souvent renouvelée pour s'instaurer en classe sociale structurée et surtout stable.

De ce fait, l'évolution de cette couche en classe, prête à asseoir une domination de classe et à l'approprier les moyens de production détenus collectivement par les populations, était rendue impossible.

De plus, les rapports entre les composantes de cette couche privilégiée (à laquelle pour être complet il faut ajouter l'aristocratie maraboutique constituée sur les waqfs ou habous) n'étaient caractérisés par aucune opposition fondamentale d'intérêts, opposition qui aurait pu inciter une des composantes à s'individualiser nettement et à s'imposer seule en classe dominante.

En effet, les marchands avaient besoin des chefs de tribus pour exercer leurs activités en toute sécurité. Au demeurant rien n'interdisait à ces derniers de faire eux-mêmes du commerce en association avec les premiers.

Il en était de même du souverain et de l'aristocratie militaire constituée principalement par les propres contribuables de celui-ci.

Enfin, le cade d'honneur faisait obligation aux chefs de tribus de faire bénéficier leurs contribuables des avantages moraux et matériels que leur position leur procurait.

Ainsi se dégagent des rapports socio-économiques dont les caractères originaux les différencient nettement des rapports établis dans la même phase historique en Europe et en Asie.

La stabilité globale de la formation socio-économique maghrébine restait remarquable malgré l'effervescence entretenue par les luttes politiques ou les affrontements entre dynasties régnantes, chacune voulant étendre son autorité sur une plus grande partie du territoire ; entre dynasties régnantes et groupes dont la « Assabia » ou esprit de corps était suffisamment puissante pour leur permettre d'aspirer à renverser les premières et à les supplanter.

Les luttes d'influences lors des ouvertures de succession alimentaient également ce bouillonnement.

Enfin, au sein des populations, les conflits étaient fort nombreux mais caractérisés par l'affrontement de groupes sociaux identiques les un aux autres, ce qui distingue nettement ces conflits d'une lutte de classes.

Aucun changement fondamental dans les structures socio-économiques ne devait être enregistré jusqu'au choc que la conquête coloniale allait provoquer.

L'arrivée des Turcs et leur installation dans les régences d'Alger et de Tunis n'aboutit, en fait, qu'à grossir la couche privilégiée traditionnelle d'une nouvelle aristocratie de fonctionnaires — militaires turcs — occupant des postes de dignité dans les palais ou les garnisons de l'odjak.

Les revenus tirés de la course en Méditerranée accentuaient le caractère artificiel de l'économie.

Par ailleurs, la vaste étendue du domaine public ou « beylik » et le monopole de l'Etat sur les instruments économiques — tels que les arsenaux, les fabriques d'armes, la frappe de la monnaie, les mines, les carrières, les moulins, empêchait la bourgeoisie citadine d'origine maure ou juive de procéder à l'accumulation primitive : cette accumulation était seule susceptible de lui permettre de jouer un rôle similaire à celui de son homologue européenne, en concentrant les moyens de production et en réinvestissant ses profits dans l'industrie.

Le commerce lui-même monopolisé par le Beylik sur les céréales, l'huile, le sel, la poudre, les laines, n'offrait à cette bourgeoisie que les possibilités fort limitées d'accumuler et surtout d'investir.

Il est remarquable de noter qu'à l'échelle de l'Etat institué dans le Maghreb et compte-tenu des structures socio-économiques et politiques existait la notion de monopole d'Etat sur le commerce des matières vitales, monopole qui freinait la constitution d'une classe bourgeoise au sens classique du terme.

Quoi qu'il en soit, la conclusion qu'on peut tirer pour les raisons que nous venons d'examiner sommairement, est que l'évolution de la société maghrébine n'a pas conduit à la naissance d'une classe sociale organisée, qui aurait pu s'approprier privativement les moyens de production et les concerter entre ses mains, créant ainsi une autre classe d'hommes, libres certes, mais n'ayant plus pour subsister que la possibilité de vendre leur force de travail. Conditions nécessaires et indispensables pour déboucher sur des rapports de production capitalistes, créant la contradiction fondamentale bourgeoisie-prolétariat.

TROISIEME PARTIE :

Des contradictions issues du développement du capitalisme européen

Mais revenons à l'Europe pour brosser un rapide tableau de l'évolution socio-économique qui voit une classe sociale, la bourgeoisie, s'enrichir par son activité marchande et manufacturière de plus en plus importante.

Cet enrichissement ne lui permettait cependant pas l'intégration à la noblesse qui s'était constituée en caste étanche spécialisée dans les activités guerrières et à laquelle l'accès ne se faisait pratiquement que par la naissance et l'hérédité.

La bourgeoisie, n'ayant d'autre issue que le refus des rapports sociaux féodaux, s'est individualisée en une classe révolutionnaire — compte tenu de l'époque — opposée à la noblesse.

On peut dire que la bourgeoisie d'alors, limitée dans son expansion par le domaine réservé de la féodalité a été amenée, grâce à son action dynamique à transformer la nature des rapports entre elle et la féodalité. C'est là l'exemple typique de la contradiction fondamentale qui ne peut être dépassée que par la transformation révolutionnaire des structures sociales.

La révolution bourgeoise de 1789 en France est le résultat de ce processus historique qui devait, avec les guerres napoléoniennes, substituer la bourgeoisie ascendante comme classe dominante aux féodalités européennes, pour aboutir après bien des déboires à la généralisation des régimes républicains ou des monarchies constitutionnelles.

La suppression de la contradiction fondamentale du féodalisme par la bourgeoisie devait créer tout naturellement et à son tour une autre contradiction fondamentale, celle d'où naîtra un antagonisme l'opposant aux masses populaires qui allaient être exploitées sous une forme nouvelle.

En effet, la victoire allait donner à la bourgeoisie la prééminence dans la hiérarchie socio-économique ainsi que la possession des instruments de production.

De plus, l'acuité de la conscience de classes reflétée dans une idéologie propre, allait pousser la bourgeoisie à organiser un appareil cohérent d'exploitation et d'oppression d'une autre classe née de la forme d'appropriation et du mode d'utilisation des moyens de production.

En d'autres termes, la bourgeoisie capitaliste, monopoliste et bientôt impérialiste dans sa recherche effrénée du profit, allait forger un Etat conçu et dirigé par elle et pour elle. Le rôle de cet appareil consistait à asseoir et à maintenir l'ordre bourgeois, face à un ensemble prolétarien que ses conditions d'existence amenaient à opposer une résistance de classe, en attendant de lui substituer son ordre propre.

Contradictions créées par la bourgeoisie au sein du prolétariat

L'antagonisme fondamental ainsi déclenché, la classe dominante, consciente du danger qu'elle courrait, essaiera d'en diminuer l'acuité en aggravant les contradictions internes du prolétariat.

Pour ce faire, elle tentera de gagner au sein même du prolétariat le maximum d'alliés dont la conscience de classe aura été faussée par la corruption matérielle ou idéologique.

La classe possédante, avec ses oligarchies financières installées au cœur du pouvoir et maîtresses de tous les secteurs de l'infrastructure comme de la superstructure, tirera vers elle tout un éventail de catégories sociales et en fera des alliés objectifs et des auxiliaires zélés. Pour ce faire elle s'attachera à les enfermer dans un système économique-politique et idéologique dont l'aboutissement sera soit cette société de consommation qui n'offre à l'homme et particulièrement au producteur direct que la perspective de l'aliénation, de la « chosification » soit de la contestation violente et anarchique, vite absorbée par le système quand elle n'est pas provoquée par lui dans le but de créer le faux dilemme : ordre bourgeois ou chaos.

Ainsi, outre les groupes issus de la classe exploitée organisés en corps et dressés contre elle au sein de l'appareil coercitif de l'état bourgeois, la classe dominante s'assure les services de toute une couche sociale intermédiaire, intellectuels, cadres techniques et de maîtrise, composantes du secteur tertiaire.

Mieux encore avec le stade impérialiste elle s'assure la main-mise sur les appareils politiques, expression des intérêts de classes sociales, gagnées à elles par la distribution des miettes du fabuleux butin arraché au Tiers-Monde. Par la force pure, en régime colonial, ou par le jeu des rapports de production mondiaux, en régime néo-colonial, le pillage est organisé et profite à toutes les classes des pays nantis..

Forcée de dépasser ses propres contradictions dans son évolution extrêmement rapide, la bourgeoisie occidentale a parcouru toutes les forces du mode de production capitaliste depuis le capitalisme de libre concurrence jusqu'aux monopoles internationaux.

Particulièrement depuis la dernière guerre mondiale, les grands trusts américains ont donné un caractère nouveau à la nature de ces monopoles.

Aux monopoles nationaux périodiquement en conflit entre-eux, entraînant les peuples dans le sillage de leurs guerres, mais finissant toujours par une redistribution des privilèges autour d'un tapis vert, se sont substitués et se substituent encore, des formes de monopoles internationaux.

En d'autres termes, l'action des capitalistes pour continuer à détenir la propriété des moyens de production, ne s'opère plus seulement à l'intérieur des frontières ou des zones d'influence, mais entre trusts capitalistes de divers pays, avec bien sûr, prédominance du capital américain. Les moyens de production n'ont plus une identité nationale mais un passeport international dont l'immunité est garantie par l'énorme appareil international de guerre entretenu par les divers pactes militaires d'agression multinationaux.

De ces considérations découlent quelques vérités :

1. — Le développement du capitalisme bourgeois dans sa forme actuelle inclut des couches intermédiaires non possédantes de plus en plus larges et les intéresse à l'expansion impérialiste, créant ainsi, sur le plan mondial des nations nanties face à des nations prolétaires.

2. — Le développement des monopoles internationaux provoque la disparition de plus en plus rapide de la petite et moyenne entreprise. C'est la disparition d'une hiérarchie industrielle traditionnelle au moment où apparaît une nouvelle hiérarchie socio-politico-économique.

3. — La limitation de la souveraineté nationale et de l'indépendance politique dans des pays, jadis grandes puissances, dont l'économie est passée insensiblement aux mains des monopoles internationaux dominés par la plus grande puissance impérialiste.

Cela éclaire le caractère de ce qu'on appelle l'impérialisme. D'aucuns s'étonnent que le sionisme international soit si puissant, d'aucuns se vexent à l'idée d'être taxés d'agents de l'impérialisme et du sionisme quand ils professent la nécessité du droit à l'existence, d'un phénomène colonial impérialiste et capitaliste créé de toutes pièces pour des raisons qui relevaient du calcul à moyen et à long terme.

A moins que les statistiques ne soient erronées, l'importance du capital sioniste en Amérique correspond à environ 25 % dans l'économie américaine. Toujours entreprenant, dominant constamment les bourgeoisies nationales et le capitalisme international, occupant toutes les avenues et les couloirs du pouvoir politique, contrôlant les secteurs vitaux de tous les pays, c'est par lui que le plus grand nombre des trusts américains se trouvent au cœur même des économies dites nationales des pays européens et par voie de conséquence à l'intérieur du pouvoir lui-même. C'est dire qu'on ne peut honnêtement se prétendre démocrate progressiste, encore moins révolutionnaire en soutenant par ailleurs une création impérialiste et en affirmant son attachement à la liberté des peuples et à la révolution sociale.

C'est tomber là dans le piège de l'impérialisme qui s'entend très bien à cacher l'essence des choses sous les apparences les plus trompeuses.

Encore que dans le cas qui nous intéresse, ne tombe dans ce piège que celui qui ne demande pas mieux que d'y tomber.

Des affrontements dûs aux contradictions capitalistes est né un autre phénomène singulier et significatif.

Le prolétariat à sa naissance et avant l'apparition de la doctrine marxiste, était une « classe pour soi » au lieu d'être une « classe en soi ». La prise de conscience de classe n'est intervenue qu'après une série de luttes et d'événements coûteux à travers le monde. Dès lors, la solidarité intrnationaliste avait pris un sens et un contenu réels et objectifs.

Aujourd'hui, de par l'existence de sociétés de consommation corruptrices, et les rapports inégaux qui régissent les relations entre le monde riche et le monde pauvre, le prolétariat des pays avancés semble ne plus concevoir l'internationalisme avec la même conscience aiguë qu'auparavant.

L'on peut s'interroger sans vouloir être affirmatif, sur la question de savoir si les prolétariats de certains pays sont ou non des « classes en soi ». Une analyse plus poussée pourrait seule permettre de répondre à cette question.

L'action dissolvante de la bourgeoisie sur les forces révolutionnaires dans les autres classes sociales, n'est pas le privilège des seules ex-métropoles.

La même stratégie et les mêmes tactiques de la bourgeoisie exploiteuse ont naturellement été utilisées, après adaptation aux conditions locales et historiques, dans les colonies et les néo-colonies.

La société algérienne face à l'agression coloniale

Le premier soin des colonialistes en Algérie par exemple, une fois leur domination assise par la force armée et à la suite des atrocités que l'on sait, a été de s'attaquer aux structures socio-économiques qui contrecarrent leur entreprise de pillage.

Par la dynamique naturelle des rapports sociaux au sein de la tribu que nous avons, par ailleurs, longuement décrits l'aristocratie rurale, constituée, comme nous l'avons vu, par les chefs de tribu ne devant leur charge qu'à leurs qualités personnelles et au consentement de leurs contribuables a animé, organisé, dirigé la Résistance à l'envahisseur.

La désignation de Abdelakader Ben-Mahieddine, à peine âgé de vingt-quatre ans, au sein de sa propre tribu et le consensus général des autres groupes sociaux, éclairent nettement les critères sur lesquels se fondaient la prééminence et la charge de chef. Critères plus moraux qu'économiques : les qualités personnelles priment la richesse, l'âge et même l'influence de la famille.

Il faut croire que ces critères étaient valables et le choix judicieux, car le jeune chef allait par son action pendant dix-sept ans, forcer l'admiration et le respect du monde et de ses ennemis en premier lieu.

Nous emprunterons à Mostefa Lacheref cette citation du Duc d'Orléans, contemporain et adversaire d'Abdelkader, sur la politique de ce dernier : « Il substitua au Makhzen, aux diversions des tribus, à l'inégalité de leur condition, cette égalité fraternelle, qui, en d'autres temps, avait fait la grandeur de l'Islamisme... Par le seul instinct de son génie, cet homme extraordinaire trouva du premier coup, dans une société informe, la solution d'un problème poursuivi sans succès dans les nations modernes à travers bien des révolutions, l'équilibre des influences aristocratiques et des traditions héréditaires avec l'élément électif et les exigences nées de par la faveur populaire ».

Cependant, les tentatives qu'on ne peut qualifier de révolutionnaires de l'Emir allaient se heurter aux chefs de tribus « makhzanisées » que les colonialistes allaient utiliser au maximum en les dotant d'un statut féodal au sens strict, en conformité avec les schémas européens que le colonialisme ne pouvait pas ne pas tenter de projeter dans la société algérienne.

De ce fait les arrêtés de 1838 en marquant le début, nous pouvons situer à cette date l'origine des « Grandes tentes » préfabriquées à partir des traités à la nation qui se sont empressés de confondre leurs intérêts avec ceux des nouveaux venus et d'aider à la liquidation par la mort, l'exil et la spoliation, des représentants des « Grandes tentes » traditionnelles qui n'ont pas hésité un instant sur le parti à prendre pour rester fidèles au code de l'honneur.

Il est inutile de s'étendre sur l'entreprise délibérée de spoliation sur le plan économique, de destruction des structures traditionnelles sur le plan social de déculturation et de dépersonnalisation sur le plan idéologique, à laquelle allait s'atteler la colonisation.

Mais il nous faut tout de même souligner l'œuvre de corruption de certaines couches sociales que le colonialisme, dans la logique même de son système, se

devait d'entreprendre pour disposer d'une courroie de transmission avec le peuple, aux fins d'en accroître l'exploitation et d'empêcher toute remise en cause par la lutte.

Par cette action, le régime colonial a tissé toute une gamme de structures intermédiaires entre la colonisation exploiteuse et le peuple. Tout d'abord par la préfabrication dans le monde rural, en tant que projection du féodalisme européen, de cellules nouvelles appelées « grandes tentes », qui n'avaient rien de commun avec les « grandes tentes » traditionnelles dont l'influence était plus morale et spirituelle, qu'économique.

Par ailleurs, il suscita la naissance, à partir de la base citadine traditionnelle d'une couche petite bourgeoise improductive et parasitaire, utilisée dans la marge réduite du secteur tertiaire laissé par la colonie de peuplement, tout comme il forgera une semi-élite occupée dans l'administration et les professions libérales.

A quelques exceptions près, c'est au sein de ces milieux qu'il recruta des éléments pour compléter l'encadrement de quelques écoles et pourvoir à quelques rares postes, réservés aux « indigènes » à l'université coloniale, dans le but de façonner un sous-produit de sa civilisation et de sa culture servant d'intermédiaire et d'interprète fidèle entre lui et les masses qu'il savait irrémédiablement hostiles.

Ainsi donc, la contradiction fondamentale demeurait externe au peuple algérien, puisqu'il s'opposait dans sa quasi-unanimité à la colonisation d'une manière permanente, dans une lutte sourde ou violente selon les circonstances pour la récupération des terres spoliées. Je vous renvoie à Mostefa Lacheref qui dans son livre « Algérie Nation et Société » a judicieusement mis l'accent sur cette forme de lutte longtemps passée sous silence, et marquée par des épisodes sanglants et épiques. Il reste, qu'une fraction du peuple, d'autant plus condamnable qu'elle représentait une espèce d'élite, s'était consciemment ou inconsciemment mise au service de l'ennemi.

Mais l'histoire à sa logique implacable et devant la trahison de cette pseudo-élite le peuple en lutte permanente, allait secréter son authentique élite issue de lui et à lui dévouée.

Dès lors on voit l'expression de tendance plus ou moins velléitaires, plus ou moins précises, comme par exemple celle de l'Emir Khaled et de ses compagnons, donnant naissance à des mouvements diffus. Enfin, des partis politiques organisés, devaient progressivement faire apparaître et dégager une élite militante nationaliste ayant pour objectif la libération politique du pays.

La conscience nationale, au sens moderne du terme, permit de dépasser lentement mais sûrement parmi les masses, les contradictions internes.

Cependant les contradictions au sein de l'élite militante devaient faire reporter le déclenchement du saut qualificatif que devait constituer la libération nationale, objectif du peuple.

Devant les attermoissements de l'élite militante et son enlèvement dans les contradictions somme toute secondaires, le peuple, dans un sursaut visant à dépasser des situations qui aboutissaient à la stagnation devait, par son refus de continuer à cautionner les démarches d'une action politique qui, en vain a épuisé tous ses moyens, imposer le choix de la lutte armée.

Avec l'avènement de la lutte armée, le dépassement des contradictions internes de la collectivité nationale, quels que soient leur nature et leur degré d'acuité, s'était réalisé en vue du règlement de comptes final avec le colonialisme.

Il n'en demeure pas moins que ces contradictions ont ressurgi au lendemain de l'indépendance.

La couche privilégiée suivit deux directions : une partie s'engagea directement dans le combat et dut s'appauvrir ; l'autre partie, jouant sur tous les tableaux, fit fructifier ses affaires, la situation de guerre aidant.

Il s'y est greffé une frange de nouveaux riches qui profita d'une double situation, celle de la guerre de libération et celle de la confusion politique et organique qui a caractérisé le début de l'indépendance nationale.

C'est cette situation qui explique en grande partie les contradictions que le peuple constate quotidiennement : les enrichissements rapides, l'esprit de lucre et de profit effréné et indécent, la tendance aux malversations, aux complicités et aux complaisances. Cela ne pouvait et ne peut pas ne pas engendrer, un corps étranger s'apparentant aux types de sociétés de consommation, au cœur même d'une société à vocation socialiste.

La base socio-économique et l'identité de vue de cette couche avec une partie des cadres intellectuellement nourris aux sources d'une conception libérale et d'une université occidentale de nature bourgeoise créent par rapport aux masses laborieuses et déshéritées, une contradiction où se lient intimement facteurs objectifs et facteurs subjectifs.

Le Pouvoir révolutionnaire issu du réajustement du 19 Juin 1965 et dont la composante essentielle a été forgée et pétrie dans le creuset populaire de la lutte armée, conscient que cette contradiction dont la nature et le degré d'acuité pouvaient déboucher sur un antagonisme violent, a été guidé dans ses démarches, en vue de le dépasser par des moyens pacifiques en permettant au peuple d'accéder de plus en plus directement à la direction des affaires tant dans l'infrastructure que dans la superstructure.

Il était clair, que sans le coup de barre donné le 19 Juin 1965, l'Algérie, en dépit d'artifices trompeurs et d'un vocabulaire socialiste plus ou moins cohérent, allait inévitablement vers un affrontement intérieur dangeureux pour la Révolution. A l'abri des confusions et de la liquidation galopante des potentialités révolutionnaires nationales, proliféraient des franges et des factions toutes axées vers le profit individuel et familial au détriment d'un processus socialiste authentique. Il suffisait d'applaudir, d'encenser et de répéter inlassablement des formules toutes faites, vidées de tout contenu pour se permettre impunément tous les accaparements. Le peuple était abreuvé d'abstractions pendant que les courtisans se disputaient des biens concrets.

Nous reviendrons là-dessus lorsque nous parlerons des actions menées par le Pouvoir révolutionnaire pour dépasser les contradictions que nous nous bornerons, pour l'instant, à décrire.

L'intrusion colonialiste dans les sociétés colonisées a provoqué en leur sein l'éclosion de toute une série de contradictions qui découlaient en grande partie de l'action consciente de bourgeoisie expansionniste par le moyen de son appareil de mainmise et d'exploitation sur les richesses et les hommes.

La principale contradiction dans l'Etat bourgeois

Essayons tout d'abord de résumer ce que nous savons sur l'évolution de la bourgeoisie capitaliste depuis son avènement en classe dominante et sur le dépassement de ses contradictions internes pour mieux en dégager les caractéristiques saillantes.

La motivation première de toute action de la bourgeoisie est définie par une expression-clé : la recherche du profit maximum.

Dans la phase du capitalisme de libre concurrence, le jeu des contradictions internes de la classe dominante assurait la réussite de certains capitalistes, réussite qui avait pour corollaire la ruine d'autres capitalistes dont les moyens de production passaient inmanquablement aux mains des premiers.

Ainsi se réalisait une concentration de plus en plus poussée des moyens de production entre les mains d'une minorité de plus en plus réduite ce qui a été popularisé par les expressions telles que « les deux cents familles ».

Le régime de la libre concurrence devenait alors une entrave au développement des forces productives et une mutation s'imposait pour dépasser cette contradiction. La libre entreprise s'est transformée en monopole au caractère national fortement marqué. La bourgeoisie de chaque pays capitaliste défendait âprement ses ressources en énergie et en matières premières ainsi que ses marchés, au besoin par la guerre.

Pour ce faire, la bourgeoisie capitaliste s'est forgée un instrument coercitif destiné à maintenir sa prépondérance de classe et à lui permettre de réaliser, toujours plus largement, sa mainmise sur les richesses et les hommes.

Je veux parler de l'Etat bourgeois conçu dans ses institutions organiques, fonctionnelles, législatives et administratives dans une optique d'exploitation et de profit continuellement accumulé et générateur du développement capitaliste. A partir des monopoles nationaux il procéda à de nouvelles mutations qui débouchèrent sur des monopoles internationaux, meilleurs agents de l'impérialisme dans ses aspects militaires, économique, technique et culturel.

L'Etat bourgeois ne pouvait pas ne pas s'appuyer sur une caste militaire agressive et toujours prompte à défendre les intérêts de la classe dont elle est obligatoirement issue au niveau de son encadrement supérieur.

C'est dire la double exploitation du peuple : économique par l'utilisation abusive des moyens matériels et humains, militaire par l'emploi des masses à des fins expansionnistes et guerrières sous le fallacieux prétexte de la défense de la Nation.

Si l'échaffaudage bourgeois est pensé en fonction des intérêts de la classe bourgeoise, il l'est aussi pour susciter et maintenir au sein du peuple, des contradictions de masses de nature et de degré différents.

Le maintien et l'aggravation de ces contradictions au sein des masses lui assurent un certain équilibre qu'il tente de « permaniser » si j'ose dire.

Il n'est que de citer des exemples de l'évolution historique de certains mouvements pour se convaincre de la sagacité de la bourgeoisie en pays capitaliste où existent toutes les contradictions citées plus haut.

Des mouvements ou des partis politiques de masses à l'origine déterminés, naissent et se développent au nom des intérêts du peuple pour se transformer par la suite en alliés objectifs et en agents du capitalisme et de la bourgeoisie sinon en « gérants loyaux ».

Des appareils sclérosés s'installent et finissent par peser lourdement sur les potentialités révolutionnaires des exploités qui deviennent ainsi des réformistes timides, vaguement revendicateurs et qui cessent de toute façon de remettre radicalement en cause l'ordre bourgeois.

Dans certains cas se produisent des cassures et des divorces entre ces appareils et les masses ; dans d'autres cas et quand l'organisation bureaucratique est puissante, il ne se produit pas de rupture mais une stagnation dans l'évolution des masses de plus en plus mystifiées et lénifiées.

C'est ainsi que s'installe dans une grande quiétude une bourgeoisie capitaliste assurée de la sécurité qui lui est procurée par son appareil d'Etat et par tous les mécanismes et facteurs de blocage des masses qu'elle a su créer.

Ces contradictions au sein du peuple constituant en fait le meilleur masque de la contradiction fondamentale de classes.

Par le phénomène du développement général en système capitaliste se constitue un auxiliaire qui finit par servir de tampon, d'intermédiaire et d'agent entre la classe bourgeoise et les masses outrancièrement exploitées.

Cette couche à l'origine issue du milieu de la petite bourgeoisie ou même de milieux pauvres, est recrutée pour les besoins de l'action complémentaire de la bourgeoisie, au niveau des administrations, de la technique de maîtrise et du secteur tertiaire en contact direct avec les masses ainsi mieux tenues.

L'effet de cette contradiction, qui sépare une couche intermédiaire du peuple et en fait l'alliée de la bourgeoisie, crée d'autres contradictions au sein des masses.

Ainsi, se superpose dans un éventail plus large de situations socio-économiques et culturels une hiérarchie sociale qui recrute ses composantes parmi les intellectuels, les cadres subalternes de maîtrise, des administrations, de la technocratie et du monde paysan parmi les plus favorisés.

Si l'on ajoute les facteurs diviseurs que créent les controverses théoriques basées sur des analyses différentes dont beaucoup, peu en rapport avec les réalités profondes, sont le résultat des mystifications idéologiques de la bourgeoisie, si l'on ajoute la somme des contradictions dans les comportements individuels dues à l'environnement, à la nature de la société bourgeoise de consommation, aux désirs et aspirations matérielles suscitées par le milieu ambiant, il devient relativement aisé de cerner les contradictions au sein des masses.

La contradiction principale en Algérie

Ceci dit, où se situent en Algérie les contradictions.

Nous avons passé en revue sommairement les phases traversées avant et pendant le règne colonial. Nous avons vu la remise en cause profonde opérée par la dynamique de la lutte armée et le retour des contradictions suscitées par le régime colonial pour les besoins de sa politique au lendemain de l'indépendance.

Si les contradictions secondaires, d'ordre surtout subjectif bien que nombreuses, seront facilement et tout naturellement résolues et dépassées par les restructurations, déjà en cours, compte tenu du retard des mutations psychologiques, par contre la contradiction principale reste la grande affaire de notre Révolution.

Elle s'est traduite jusqu'à présent, dans ses aspects les plus aigus, par des tentatives heureusement vouées à l'échec de la couche privilégiée composée surtout d'éléments dédouanés par leur participation à la lutte armée, de s'emparer du pouvoir, pacifiquement ou par la force, d'établir sur le peuple une domination de classe, quitte à se lier à l'impérialisme international et à faire son jeu. L'action du Pouvoir révolutionnaire, qui tend de plus en plus à mettre

les moyens de production entre les mains du peuple et à mettre en place des institutions populaires de la base au sommet, retrécit la base économique et l'influence politique de cette couche privilégiée, tant dans les appareils de l'Etat qu'après des masses.

Il faut cependant souligner que cette contradiction n'a pas, il s'en faut de beaucoup, la même acuité que les contradictions de même nature que connaissent certains autres pays du Tiers-Monde.

Néanmoins, ses effets chez nous, même s'ils ne se traduisent plus que par des tendances velléitaires ne doivent pas, et ce pour une longue période, être considérés comme peu dangereux pour notre Révolution.

Ceci réclame, bien sûr, une vigilance de tous les instants. Car l'impérialisme, dans ses tentatives de faire renoncer l'Algérie à ses options socialistes fondamentales, nous oppose une stratégie globale dont l'un des effets significatifs est l'encerclement de notre pays, qu'il ne perd pas encore l'espoir de réaliser.

Toute l'évolution de notre société reste inscrite dans cette contradiction fondamentale qui nous oppose à l'impérialisme peu soucieux de voir l'Algérie, dont la position géographique en Méditerranée et en Afrique est stratégiquement déterminante, opter résolument pour une politique, un combat permanent, en vue d'asseoir son indépendance politique et économique et de soutenir tous les peuples qui luttent pour les mêmes objectifs.

La contradiction principale se situe entre nous et une couche de caractère capitaliste et exploiteuse, certes faible en comparaison de la bourgeoisie occidentale créatrice de profits accumulés et génératrice du développement capitaliste.

Cette couche trouve une attitude et une alliance objective et subjective chez certains cadres non possédants mais qui en sont issus.

C'est précisément là qu'il faut chercher l'explication de la méfiance, voire de l'hostilité que nourrissent certains agents des organismes de l'Etat à l'égard du Parti qui constitue le seul garant possible de la poursuite de la Révolution et donc une menace pour tous ceux qui rêvent de confisquer à leur profit et au détriment des masses, le pouvoir économique d'abord, le pouvoir politique ensuite.

D'un autre côté, les agents intermédiaires du secteur tertiaire et certains représentants des professions libérales de toute sorte, lui servent consciemment ou inconsciemment d'appui.

Elle constitue en fait une bourgeoisie nationale par la base économique d'une part et par ses aspirations à prendre en main les leviers de commandes de l'économie et de l'administration et à dominer les autres couches populaires, d'autre part.

En d'autres termes, la bourgeoisie nationale détentrice des moyens de production en toute propriété privée, et une partie de l'élite caractérisée par ses tendances bureaucratiques et technocratiques, créent face aux intérêts des masses laborieuses et déshéritées une contradiction principale.

Les intérêts de l'Etat et de la collectivité d'une part et ceux de cette classe d'autre part, sont antagonistes dans le cadre des rapports socio-économiques à un degré qui n'est pas identique à celui de la contradiction, qui oppose en pays capitaliste, la bourgeoisie au pouvoir et le peuple exploité. La différence essentielle réside dans le sens des intérêts populaires.

Dans le cas de l'Algérie, le peuple participe de plus en plus largement au Pouvoir et détient, pour l'essentiel, les leviers de commande de l'Economie nationale.

La bourgeoisie, par faiblesse économique et politique, n'est pas déterminante dans l'orientation et l'évolution institutionnelle et politique de la Nation.

Par contre elle a un grande rôle à jouer sur plan économique et ce, pour une longue période.

En effet, l'institution d'un Code des Investissements qui situe correctement ce rôle, en définissant la place et les limites de l'intervention privée dans l'effort économique, répond à la fois à une nécessité socio-économique et à un principe non incompatible avec les options socialistes. Toute révolution conséquente et sûre d'elle, doit associer toutes les énergies nationales et mobiliser tous les moyens matériels en vue d'assurer un décollage économique efficace.

La bourgeoisie nationale, en application de cette règle, a été associée à l'effort commun de reconstruction nationale et de démarrage économique, comme cela s'est fait dans bien d'autres pays qui ont choisi la voie socialiste de développement.

Cependant, la nature des rapports socio-économiques que désire instaurer toute bourgeoisie et la tendance vers la recherche du profit maximum imposent la nécessité d'une contrôle rigoureux de ses activités économiques, pour les maintenir dans le cadre qui leur a été primitivement fixé.

Par la prise de conscience des couches populaires le renforcement des institutions de l'Etat socialiste, la prise du jouvoir dans la sphère politique, économique et socio-culturelle par des collectifs organisés, s'opère la réduction progressive de cette contradiction principale au fur et à mesure que s'instaurent des rapports socialistes tant dans l'infrastructure économique que dans la superstructure socio-culturelle.

CINQUIEME PARTIE :

Des contradictions au sein des masses

Les contradictions au sein de nos masses sont multiples variées et complexes. Elles présentent la plupart du temps, du moins dans la phase actuelle un caractère secondaire et un aspect non antagoniste. Elles procèdent de réalités socio-économiques objectives et de facteurs subjectifs. Il suffirait d'une vue d'ensemble du panorama socio-économique de l'Algérie pour en situer les contours, sans prétendre pour autant pouvoir les définir et en déterminer la nature et l'activité avec une rigoureuse exactitude.

Contradictions objectives

Elles découlent toutes tant des bouleversements dus à la guerre de libération et à l'indépendance que de l'héritage légué par le régime colonial qui nous a laissé une économie désarticulée et désintégrée, toute orientée vers le profit de la colonisation et de l'ex-métropole. Celle-ci exploitait pour elle seule des matières premières transformables, pour les renvoyer ensuite sous forme de produits manufacturés à la consommation du marché algérien. Cette situation, par la concentration de la quasi-totalité des moyens de production entre les mains de la colonisation, a créé des disparités et des distorsions telles, que l'Algérie offrait le spectacle de zones de standing hautement moderne à côté de zones totalement déshéritées. Sur le plan social s'est instaurée une stratification au-dessous de la classes possédante, de couches et de sous-couches organisées les unes et les autres en une hiérarchie décroissante.

Dans les centres urbains du Nord où se situe le maximum de concentration économique industrielle, agricole et commerciale, les populations, selon des degrés divers, ont pénétré les structures de la société industrielle imposée par la colonisation.

Dans les régions des hautes-plateaux, comme dans les campagnes d'une manière générale, la situation se caractérisait par un niveau nettement inférieur, les populations du Sahara étant parmi les plus lésées dans la hiérarchie des disparités socio-économiques.

En d'autres termes, la quasi-totalité du monde rural vivait en marge des activités économiques modernes et se cantonnait dans une économie de subsistance. Dans les villes et les régions relativement avancées sur le plan économique, à l'exception d'une minorité privilégiée, les masses algériennes constituaient une source abondante de main-d'œuvre à bon marché et de consommateurs utiles à l'activité économique de la colonisation.

Ce fait créait une contradiction au sein des masses entre les groupes urbains ou semi-urbains qui subissent les rapports de production capitaliste et les groupes ruraux attachés à une économie de subsistance.

Ainsi s'est donc formée une série de couches sociales donnant naissance aux contradictions secondaires non-antagonistes dont nous avons parlé plus haut.

Un tel héritage et une telle situation ne pouvaient pas et ne peuvent pas être éliminés facilement comme on peut l'imaginer.

Si aujourd'hui, on peut affirmer que s'est opérée une nette amélioration de la situation des masses populaires, dès lors que le revenu national est plus judicieusement réparti au profit de couches et de régions déshéritées, on est encore loin cependant, tant les disparités étaient grandes, d'un rapprochement de leur niveau de vie de celui des couches ou des régions mieux nanties.

Pour les besoins de la démonstration et la clarté de l'analyse des contradictions secondaires au sein des masses, essayons de définir rapidement ces couches sociales selon le revenu dont elles disposent.

Il va de soi, que c'est là une approche qui nous permettra de saisir les contradictions qui peuvent se situer entre les modes et les niveaux de vie.

La pyramide des catégories socio-professionnelles se présenterait comme suit :

1. — Une couche détenant en toute propriété des moyens de production inscrits dans les rapports capitalistes, relativement importants mais marginaux, en comparaison avec les secteurs socialistes.

2. — Une minorité du secteur tertiaire réalisant des profits importants et encourageant à la consommation superflue.

3. — Un groupe de propriétaires terriens exploitant des superficies leur assurant des revenus d'un même ordre de grandeur que celui des deux premières catégories.

4. — Une catégorie de cadres supérieurs des secteurs économiques, techniques et administratifs.

5. — Un secteur tertiaire de moyenne importance.

6. — Une couche de propriétaires terriens aux revenus fluctuants selon les années en raison des conditions climatiques.

7. — Une couche d'ouvriers de secteurs développés et d'employés moyens.
8. — Une couche de travailleurs permanents des secteurs retardataires ou en voie de développement.
9. — Une couche de paysans liés à une économie de subsistance.
10. — Une couche de travailleurs potentiels au revenu aléatoire et dans l'attente d'un travail régulier sinon permanent.

Selon les statistiques établies lors de la préparation du plan triennal les trois premières couches représenteraient 5 % de la population active. Elles ont atteint le stade de la société de consommation et les contradictions qu'elles créent au sein de la société algérienne ont déjà été examinées dans leur nature et leur degré.

Reste à examiner les autres catégories.

Commençons par celle des hauts cadres des secteurs économique, technique et administratif.

Le caractère des contradictions entre elles et les masses dépend essentiellement de l'engagement de ces cadres supérieurs ; s'ils œuvrent consciemment ou inconsciemment dans le sens des intérêts de la couche privilégiée la contradiction avec les intérêts populaires devient aiguë et prend un caractère principal.

Si leur engagement est au service des masses, le caractère révolutionnaire de leur comportement les rapproche du peuple et les contradictions qui peuvent surgir sont secondaires puisque basées sur la seule différence du niveau de vie.

Quant aux catégories suivantes, outre la contradiction dont nous avons déjà parlé (rapports entre économie moderne et économie de subsistance), on décélère en leur sein les contradictions de tout ensemble social : entre agents économiques productifs et improductifs, entre travailleurs effectifs et travailleurs potentiels, entre producteurs et consommateurs, etc.

L'énumération de la multitude de contradictions n'apporterait rien d'essentiel à notre propos à savoir que ce sont là des contradictions secondaires non antagonistes dont le dépassement se fera dans le cadre du développement économique et social normal.

Je ne voudrais pas aller plus loin sans signaler des contradictions que connaît le peuple algérien et sur lesquelles nous nous promettons de revenir en d'autres temps. Il s'agit des contradictions objectives nées de l'accession de la femme algérienne au travail salarié, dans des emplois spécialisés et d'une haute technicité.

Le travail féminin chez nous n'est pas un phénomène nouveau en soi. Outre l'entretien du foyer, activité commune à toutes les femmes, les campagnardes ont de tout temps participé soit à des activités agricoles qui leur revenaient de par une certaine division du travail soit par une production artisanale très importante dans une économie autarcique de subsistance.

Dans un stade ultérieur, la recherche du profit maximum poussa la colonisation à utiliser la main-d'œuvre féminine, qu'elle payait naturellement bien moins cher que la main-d'œuvre masculine.

En milieu urbain et pour les mêmes raisons, les travaux ménagers constituaient le débouché le plus important pour la femme algérienne.

Une rare minorité avait réussi à accéder à des emplois de bureau ou à l'enseignement.

A l'indépendance, les nécessités de l'heure ont amené les femmes à accéder massivement à toutes sortes d'emplois. La politique d'industrialisation a aussi créé des besoins de main-d'œuvre féminine spécialisée.

Cela a naturellement créé des problèmes que nous voulons seulement signaler aujourd'hui parce qu'ils entrent dans le cadre de notre propos. Leur importance nous fait un devoir d'y revenir une autre fois plus en détails.

Contradictions subjectives

Après les contradictions objectives que nous venons de survoler voyons un peu les contradictions subjectives au sein du peuple qui procèdent à la fois de la diversité des niveaux économique, social et culturel.

Si leur support économique et social est indéniable, l'idéologie influe d'une manière primordiale sur les comportements psychologiques.

En effet, le milieu humain où il se meut, la culture et l'éducation reçues, confèrent à l'homme la motivation consciente ou inconsciente de ses comportements en tant qu'être social.

A cet égard, la complexité des structures familiales en Algérie joue, entre autres facteurs bien sûr, un rôle déterminant dans l'éclosion de ce genre de contradictions.

D'autant plus que ces structures se trouvent être en pleine mutation, une mutation caractérisée par des destructurations suivies des restructurations.

Sur le plan professionnel dans la même famille directe l'on peut trouver : un fellah, un ouvrier, un chômeur, un médecin et un employé.

L'un vivant dans le foyer paternel l'autre installé dans le sien propre ; l'un envoyant ses filles au lycée l'autre les cantonnant voilées à la maison ; l'un marié à une femme qui travaille et participe à la vie sociale active, l'autre ne concevant d'autre rôle pour la femme que la garde du foyer.

On pourrait continuer longtemps à citer ce genre d'exemples que nous avons quotidiennement sous les yeux.

Lorsqu'on sort du cadre étroit de la cellule familiale la complexité s'accroît bien sûr. Les séquelles de la lutte de libération, les déplacements de populations pendant la guerre, les bouleversements des lendemains de l'indépendance avec l'urbanisation massive, donc la déruralisation massive, l'algérienisation des secteurs économiques sociaux et culturels les responsabilités nouvelles dans la direction des affaires publiques à tous les niveaux ont réclamé et réclament des masses des efforts d'adaptations qui ne vont pas sans leur lot de contradictions, sources de difficultés, de blocages, de souffrances même.

Ce survol rapide donne une idée de la multiplicité des contradictions subjectives au sein des masses.

On ne peut que rendre hommage aux facultés d'adaptation du peuple algérien et à la souplesse de sa personnalité de base comme disent les sociologues et aussi à ses réserves profondes lorsqu'il s'agit d'absorber le nouveau sans traumatismes indélébiles.

Soumis à tous ces bouleversements, à toutes ces mutations en profondeur, il a fait mentir les prophètes qui nous prédisaient la sous-prolétarianisation la « clochardisation » inévitables.

Dans un autre ordre d'idées mais toujours dans le cadre des contradictions subjectives, nous avons vu que l'entreprise coloniale de dissolution des capacités

de résistance du peuple, appuyée sur des éléments féodaux fabriqués de toute pièce et des confréries religieuses dont le rôle traditionnel a été dénaturé, a abouti à la création de hiérarchies féodales et maraboutiques dont l'influence n'a pas été totalement extirpée du sein des masses.

La lutte du Pouvoir Révolutionnaire pour détruire les premiers et ramener les seconds à une plus saine conception de leur rôle social a créé au sein des masses des contradictions d'ordre subjectif dont le dépassement se fera par la démythification et la démythification qui seules effaceront les séquelles d'une entreprise plus que séculaire.

Il est une autre contradiction ou plutôt un ensemble de contradictions dont nous avons esquissé les aspects objectifs et dont il nous faut étudier les aspects subjectifs. Il s'agit des problèmes auxquels se heurte la femme algérienne dans ses aspirations légitimes pour accéder au monde moderne et à la libération par le travail et la participation à la vie sociale active. Ces problèmes saillants doivent requérir impérativement notre attention, notre vigilance et commander des démarches continues tout au long du processus d'intégration à la vie sociale et active de la moitié de la population jusqu'ici cantonnée dans un cadre contraignant et étouffant.

Il est superflu d'insister sur la place et le rôle que peut jouer la femme dans le domaine de l'éducation première des générations nouvelles. Or, la Révolution est aussi et surtout affaire d'éducation.

Par ailleurs, les falsifications intéressées, qui ont vu le jour dans la société islamique pendant la période de décadence auxquelles sont ajoutés les effets du système colonial, ont fait de la femme l'objet d'une double aliénation.

La femme était aliénée en tant que membre de la communauté colonisée et en tant que femme.

Ces contradictions ne sont pas propres à notre société. Elles existent avec plus ou moins d'acuité dans presque tous les pays.

Leur dépassement s'impose à nous d'une manière impérative et urgente. Il ne saurait y avoir de révolution sociale complète, sans que ne soient bousculés les dogmes relevant du fétichisme et les préjugés ségrégationnistes ; d'autant que ces derniers ne sont que le fruit de la dénaturation des traditions révolutionnaires de l'Islam dans sa conception du rôle de la femme.

Par ailleurs, il serait vain de se lancer dans la bataille de l'édification de notre économie, en acceptant purement et simplement une véritable auto-amputation et en entérinant le fait que la moitié du peuple soit inutilisable parce que jusqu'à présent inutilisée.

Un peuple dont les femmes sont ainsi parquées, est un peuple à moitié atrophié. Le peuple algérien, lancé dans l'édification socialiste se veut entier... Il veut « marcher sur les deux jambes ».

La participation active de la femme algérienne à la lutte de libération nationale, l'accomplissement de tâches nouvelles de plus en plus nombreuses et étendues depuis l'indépendance a fait d'elle une partie prenante dans l'œuvre de reconstruction et d'édification.

L'accélération du processus de son intégration au monde moderne dépend en grande partie d'elle-même. C'est aux femmes qu'il appartient de prendre en main leur propre destin et de concrétiser ce que les options, les orientations, la loi elle-même, en un mot toutes les impulsions du sommet mettent à leur portée.

Dans ce domaine, la volonté consciente et conséquente du Pouvoir Révolutionnaire, s'est exprimée à maintes reprises et dans les faits quotidiens.

Il n'est besoin que de rappeler en passant, que le Pouvoir n'a pas hésité à frapper durement ceux qui avaient, au nom de principes réactionnaires qui n'ont rien à voir avec l'esprit de tolérance de l'Islam, prétendu ramener la femme algérienne à son cantonnement primitif.

X X X

Il est d'autres contradictions d'ordre subjectif que nous nous devons de souligner, leur interférence sur l'évolution future de notre société risquant d'être des plus graves.

Il s'agit de celles qui se situent dans les rapports du peuple avec son élite sur le plan de la culture et de l'instruction.

Qu'elle soit de formation occidentale ou arabophone, cette élite se coupe trop souvent des masses dont elle est en principe issue.

Le langage même, instrument de communication par excellence, est rendu inopérant, les masses étant impénétrables aussi bien au style de la Sorbonne qu'à celui d'El-Moutanabi.

L'élite de formation européenne, enfermée dans ses catégories intellectuelles, acquise à l'étranger, entre en contradiction avec les masses dont elles ne cherchent pas à assimiler le patron culturel pourtant authentiquement national.

L'intelligentia arabophone, elle-même en principe plus proche des masses, ne prend pas toujours en compte les particularités maghrébines forgées et façonnées au cours des siècles par un processus historique différent de celui de l'Orient Arabe et Musulman.

Ce déphasage des élites par rapport aux masses apparaît clairement, lorsqu'on se penche sur la situation sociale des éléments engagés dans la lutte militante, que ce soit au sein du Parti ou des Organisations de masse et en tout premier lieu des syndicats. Le pourcentage infime des cadres dans ces organisations est à ce propos fort éloquent. D'aucuns ont été jusqu'à préconiser la création d'organisations spécifiques, ce qui reviendrait à entériner en quelque sorte une ségrégation sur la base du niveau culturel. Ainsi certains détenteurs de diplômes de haut niveau, certains producteurs artistiques, ne prétendaient-ils pas militer dans des associations par eux créées, pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels estimant que la section syndicale ne leur offrait pas le cadre adéquat ? N'y avait-il pas là plutôt le désir de préserver le quant-à-soi et l'entre-soi dans la prolifération de mandarats.

Par ailleurs, ce phénomène explique certaines contradictions entre dirigeants et dirigés, que nous constatons un peu trop souvent.

Certains cadres, soit par manque de confiance en eux-mêmes parce qu'ils savent pertinemment que le poste qu'ils occupent est bien au-dessus de leurs capacités réelles, soit par une conception de l'autorité pétrée de suffisance, adoptent une attitude d'autoritarisme qui heurte profondément le sens inné de la justice, de la dignité et de l'équité de notre peuple.

C'est ainsi que nous constatons parfois, que les lois et les textes qui régissent les rapports entre citoyens sont mis au fridaire et que ne joue plus alors que la loi de l'humeur et « le fait du prince ». Cela nous amène tout naturellement à poser le problème de l'élite intellectuelle.

Tout d'abord un processus s'impose. Il s'agit de nous mettre d'accord sur le sens que nous accordons au mot « intellectuel ». Est à nos yeux intellectuel celui qui assure une production intellectuelle concrète et non pas le possesseur d'un diplôme qui n'est qu'un moyen d'assumer une responsabilité donnée. De simples potentialités intellectuelles ne confèrent pas la qualité d'intellectuel à un homme pour aussi cultivé qu'il pense être, s'il ne justifie cette qualité par la création d'œuvres d'imagination, de recherche fondamentale, ou appliquée que ce soit dans le domaines scientifique, littéraire ou artistique.

C'est dire, compte tenu des œuvres produites et du nombre très limité d'individualités entrant dans le cadre de cette définition que l'Algérie reste un pays sous-développé en la matière. Cet état de choses demeurera aussi longtemps que ne sera pas dégagée une authentique élite intellectuelle attachée à redonner à l'Algérie ses valeurs effectivement réhabilitées et restituées.

Ce qui importe au premier chef, c'est l'expression de l'authenticité de la personnalité et des caractéristiques spécifiques de l'Algérie d'hier et d'aujourd'hui et ce que sera sa conception de la vie dans un monde où les mutations sont profondes et rapides.

Ceci précisé, il existe une importante minorité d'éléments plus ou moins instruits, formés ou cultivés et qui constituent une élite par rapport au niveau culturel général des masses plutôt qu'une masses d'intellectuels au sens productif du terme.

Cette élite, toute imprégnée de sources diverses et par conséquent sans lien étroit avec l'authenticité culturelle, demeure encore une sorte de corps étranger.

La résolution de cette contradiction passe essentiellement par l'algérianisation du contenu des programmes de l'Enseignement dans tous ses degrés et en tout premier lieu, le Supérieur.

La tâche est immense dans ce domaine. A titre d'exemple concret, il nous a été donné de nous pencher sur une liste d'ouvrages dont la lecture a été recommandée à des étudiants en sociologie rurale à l'Université d'Alger.

Sur les trente-deux ouvrages de cette bibliographie, quatre intéressent directement l'Algérie, une autre l'Egypte alors que vingt-sept titres vont des caractères originaux de l'histoire rurale française à la « vie rurale dans la banlieue parisienne ».

Faut-il en conclure qu'on peut être sociologue en Algérie et ignorer le contenu du « Khammassat » et l'œuvre d'Ibn Khaldoun par exemple ?

Il faut espérer que non et si nous avons cité cet exemple pris entre d'autres, c'est pour insister sur l'ampleur de la tâche qui nous attend dans le cadre de la refonte de la réforme de l'Université Nationale. Si cette tâche n'est pas rapidement menée à bonne fin nous risquons de voir s'aggraver les contradictions qui nous préoccupent et qui naissent des distorsions et du déphasage entre le produit de notre enseignement supérieur et les besoins du peuple qui aspire au retour à l'authenticité de la culture nationale.

Le dépassement de la contradiction présente entre peuple et intellectuels est une nécessité de première urgence. Ces derniers sont appelés à jouer un rôle déterminant :

1. — Sur le plan opérationnel parce qu'il sont et seront placés aux leviers de commande de tous les secteurs qui conditionnent l'évolution du pays.

2. — Sur le plan des choix stratégiques, parce qu'ils seront appelés, à partir des réalités objectives, à penser et concevoir les projections sur l'avenir.

La conjonction entre la réforme de l'Université et l'effort de cette élite pour se mettre, individuellement et collectivement à l'école du peuple, au contact de sa vie et de ses réalités quotidiennes intellectuelles ou matérielles, amènera sans aucun doute, le dépassement de cette contradiction.

Car c'est dans le bouillonnement de l'action révolutionnaire et dans le sein des masses, que nos intellectuels pourront se reconverter et s'épanouir dans un contexte national et populaire enrichissant.

Un fait révélateur et encourageant à ce sujet, a été la véritable découverte par certains des trésors de littérature orale populaire lors du dernier Festival.

Qui ne se souvient, avec quel art, quelle verve les poètes populaires pour la plupart illettrés exprimaient la réalité quotidiennement vécue par nos masses, leurs aspirations et leurs préoccupations.

Quelles envolées lyriques ne trouvaient-ils pas pour chanter la joie du peuple de se retrouver libre et indépendant, pour magnifier les tâches de la reconstruction et de l'édification.

Et aussi quelle ironie mordante pour dénoncer la bureaucratie paralysante et l'indécence des nouvelles fortunes subitement accumulées.

Chaque thème, chaque sujet abordé, chaque situation décrite dans le « *Chïr el melhoun* », révèle une profondeur, dans la pensée, une justesse et un bonheur dans l'expression qui n'ont rien à envier à n'importe quelle œuvre écrite.

De plus la qualité artistique des œuvres atteint les sommets de la haute poésie sans jamais nécessiter l'utilisation d'un autre langage que le langage quotidien, parlé au sein des masses.

D'aucuns se sont laissés aller à ironiser lorsqu'un jour nous avons dit que l'on pouvait être illettré et intellectuel au sens productif du mot. Cela révélait tout simplement une ignorance — l'ignorance de ceux qui ont oublié ou n'ont jamais su que comme disait Mohammed Dib « La mémoire du peuple algérien est sa véritable bibliothèque nationale ».

Ces trésors sont là, à portée de la main de ceux qui veulent y trouver l'inspiration féconde.

Combien, en comparaison de ces œuvres populaires, certaines créations artistiques individuelles, au demeurant fort coûteuses paraissent pauvres et ternes.

Il est vrai qu'elles sont bien souvent, en fait, destinés à un autre public que le public algérien. C'est ce qui explique peut-être les réinterprétations tendancieuses des réalités nationales passées ou présentes qu'on y trouve.

Sous une enveloppe faussement nationale et même nationaliste elles charrient des déformations subtiles et introduisent ainsi dans la conscience collective un véritable opium.

Si le peuple que ces œuvres atteignent, somme toute, très peu, reste réfractaire à ce genre d'expression pernicieuse, nous nous devons de souligner ce phénomène à cause du danger qu'il pourrait représenter pour notre jeunesse.

Celle-ci saura, nous n'en doutons pas, faire la synthèse entre les enseignements de l'Université et de l'école du peuple pour être authentiquement nationale sans pour autant être fermée au monde extérieur.

Contradictions liées aux impératifs du développement

Le recours massif aux coopérants techniques par ailleurs imposé par les nécessités du développement sur tous les plans, a introduit dans les pays du Tiers-Monde ayant accédé à l'indépendance, de nouvelles contradictions. L'économie moderne exige des techniques et une technologie de plus en plus développées.

Plus la technicité requise est élevée, plus la présence de cadres hautement qualifiés est nécessaire.

C'est là, une des conditions premières du développement économique et culturel.

Mais le système colonial s'est attaché à maintenir les peuples colonisés dans un état d'arriération sur tous les plans, particulièrement sur le plan de la formation visant à l'acquisition des connaissances scientifiques et techniques indispensables à la maîtrise de l'économie moderne.

Le résultat de cette politique a été de maintenir les pays anciennement colonisés dans un état de dépendance étroite et parfois totale aux plans technique et culturel.

Qu'il s'agisse de l'enseignement, en particulier de l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse des secteurs économiques, les pays nouvellement indépendants se heurtent à la nécessité impérieuse de faire appel aux experts et techniciens étrangers.

Ceux-ci par la force des choses sont appelés soit à occuper des postes déterminants, soit à porter des jugements sur la situation dans les différents domaines de l'activité nationale, soit même à proposer des modèles d'organisation économique, financière, administrative, voire même politique.

Cela ne va pas sans créer des contradictions, bien sûr inévitables dans un premier temps.

Pour des raisons évidentes : communauté du mode de pensée, habitudes techniques héritées, langue véhiculaire et aussi une certaine facilité, il a été fait en priorité appel aux agents et anciens agents techniques des pays anciennement colonisateurs.

Comme on peut aisément l'imaginer cette situation ne manque pas de maintenir, voire de consolider, les conceptions des pays d'origine au sein des sociétés nouvellement libérées et désireuses de modifier l'ancien ordre colonial. Là aussi se situent d'autres sources de contradictions.

Désireux entre autres raisons d'échapper à ce processus qui risquait de perpétuer sous une nouvelle forme la domination extérieure, de nombreux pays ont pris l'initiative louable en soi de s'efforcer de recourir à une coopération multilatérale.

Par cela ils éliminaient l'inconvénient majeur de ne dépendre que d'un seul pays. Mais cela créait tout naturellement d'autres contradictions nées de la confrontation de diverses écoles tant sur le plan technique proprement dit que sur les plans philosophique et idéologique.

Nous ne nous étendrons pas sur les implications d'une telle situation. Il n'est que de signaler les distorsions graves que provoque l'application de normes techniques et de gestion différentes d'une usine à l'autre par exemple.

Les contradictions les plus remarquables et dont les répercussions sont les plus graves se situent dans l'Enseignement et en premier lieu à l'Université.

Les maîtres, et il ne saurait leur en être fait grief dispensent un enseignement dans les diverses disciplines en s'inspirant davantage des méthodes de leur pays que des nécessités des pays d'accueil.

Ceci est d'autant plus aisé que ces derniers sont bien souvent momentanément incapables d'élaborer leur propre programme d'éducation et de formation et ne peuvent par conséquent que s'en remettre aux experts et techniciens étrangers qui souvent, ne se font pas faute de profiter de la situation en outrepassant leurs droits et en négligeant leurs devoirs.

Pour le pays d'accueil une telle situation, si elle n'était pas rigoureusement contrôlée, ne pourrait qu'aggraver la contradiction entre les élites intellectuelles et les masses.

Aussi longtemps que les cadres nationaux ne se seront pas eux-mêmes corrigés, aussi longtemps qu'ils n'agiront pas en fonction du fait que la présence des coopérants n'est que conjoncturelle et temporaire et qu'ils doivent par conséquent acquérir au contact de ces derniers la maîtrise de la technique en essayant de l'adapter à la réalité nationale, le dépassement de ces contradictions, ne pourra se faire aussi rapidement qu'il serait souhaitable.

En effet, par principe comme par nécessité chaque coopérant de quelque pays que ce soit, doit avoir à ses côtés un homologue national, ayant pour mission d'assurer la relève.

Certains nationaux par inconscience, négligence, ou paresse intellectuelle, laissent tout le soin du travail aux coopérants et se contentent de plastronner ou de faire de l'activisme au lieu d'exercer une activité réelle et formatrice. Par ailleurs, et cela est naturel, la coopération étrangère introduit des habitudes, des comportements différents de ceux du peuple.

Il ne s'agit pas là de porter un jugement de valeur sur les comportements des coopérants qui apportent une contribution appréciable et appréciée au pays d'accueil. C'est une constatation que nous sommes obligés de faire. La présence même de coopérants venus d'horizons différents crée et introduit un certain nombre de contradictions au sein de la société où ils exercent leurs activités.

La précision que nous apporterons à cerner ces contradictions aura des effets bénéfiques aussi bien pour le pays fournisseur de cadres techniques que pour le pays hôte et les coopérants eux-mêmes.

L'expérience acquise nous permet d'affirmer que des qualités techniques et du comportement des agents coopérants dépend l'opinion que se font les masses sur le pays d'où viennent ces derniers.

Ceci nous amène à souligner l'intérêt pour les pays avancés d'être sévères sur les critères de recrutement du personnel qu'ils mettent à la disposition des pays du Tiers-Monde, ainsi que la nécessité d'une préparation des techniciens avant leur envoi en vue de les familiariser avec le milieu où ils auront à évoluer. En d'autres termes en les initiant aux réalités du pays d'accueil de la façon la plus honnête.

Enfin, une coopération étroite entre pays ou organismes fournisseurs et pays demandeurs doit s'instaurer afin de diminuer les sources de frictions.

A titre individuel, les coopérants eux-mêmes peuvent aider aux dépassements des contradictions qui nous intéressent en évitant de sortir du rôle qui leur est assigné et particulièrement en évitant de se livrer au prosélytisme.

Il faut pour être juste, reconnaître que dans leur majorité, les coopérants ont fait et font encore des efforts méritoires pour connaître et comprendre les pays où ils travaillent.

Pour en terminer avec ces contradictions, nous dirons que leur dépassement intéresse aussi bien les pays d'accueil que les pays d'origine et les organismes internationaux spécialisés.

C'est une affaire de la plus haute importance qui, à moins d'être corrigée rapidement, risquerait d'aggraver les distorsions et les disparités entre les pays nantis et les pays pauvres avec les toutes les conséquences qu'il est facile d'imaginer.

SIXIEME PARTIE :

Comment l'Algérie tente de dépasser ces contradictions

Nous en arrivons maintenant à ce qui a été entrepris en Algérie pour dépasser les contradictions.

Ce rappel qui pourrait paraître superflu ou fastidieux s'impose pour diverses raisons.

Il faut rappeler que les observateurs habituellement attentifs aux recherches théoriques et idéologiques, semblent prêter peu d'attention aux bouleversements et aux mutations qui s'opèrent en Algérie, à une allure qui défie les lois de la progression.

Ceci tient à deux facteurs importants :

— Tout d'abord au lendemain du 19 juin, dans un concert de casseroles percées, de prises de positions fracassantes et de déclarations préemptives on avait collé à notre Révolution les étiquettes et les qualificatifs les plus divers. Alors fut organisée la conspiration du silence suivie des couches nanties et cosmopolites.

Ces derniers frappés dans leurs intérêts florissants auraient voulu voir se perpétuer chez nous la situation trouble des premières années de l'indépendance, toute empreinte d'improvisation, de démagogie et de désir de plaire en tout et à tous.

— Ensuite à des insuffisances de notre part en ce qui concerne la diffusion de l'information à l'extérieur.

En effet, nous avons préféré volontairement travailler dans l'ombre et accorder la priorité aux tâches intérieures au détriment du travail d'explication et d'éclaircissement auprès de l'opinion internationale.

Au plan socio-économique

Confronté aux graves problèmes de remise en ordre tant dans le domaine économique et financier que dans le domaine social et organisationnel, le Pouvoir a été amené à réorganiser pragmatiquement dans un premier stade, les instruments de gestion et d'administration.

C'était la seule attitude possible face au chaos hérité de trois années de confusion entretenue systématiquement dans les esprits et dans les choses.

Un coup d'arrêt définitif au gaspillage et à la gabegie dans les secteurs productifs amorçait le processus de l'accumulation.

L'assainissement des finances intérieures et extérieures donnait une impulsion nouvelle aux diverses branches économiques, rétablissait la confiance et permettait d'éponger les déficits permanents dans les secteurs aussi vitaux, que celui de l'autogestion agricole et des transports par exemple qui constituaient la principale base matérielle du socialisme en Algérie à l'époque.

Cette tâche de première urgence menée à bonne fin, le processus de prise en main des instruments économiques indispensables au développement planifié, a été résolument engagé après mûre réflexion et selon un programme minutieusement étudié.

Les circuits bancaires et financiers furent repris par l'Etat et complétés par la création d'instruments nouveaux destinés à canaliser l'épargne privée et à l'insérer dans les investissements.

Le code des investissements privés fixait d'une manière précise le plan et le rôle de l'initiative privée dans l'économie nationale.

La récupération des richesses du sous-sol et des industries installées se fit alors. Le plan triennal devait permettre de tester les capacités des institutions anciennes et nouvelles à assumer le rôle qui leur était imparti tout en s'ouvrant par ses proportions septennales sur le vrai plan de développement.

En un mot tout en faisant face aux problèmes quotidiens, les démarches étaient orientées d'une manière pensée et réfléchie par le souci de dépasser les contradictions nées de la disparité des niveaux économiques tant entre les individus et catégories sociales qu'entre les régions.

Sur le plan économique la refonte apportée au secteur socialiste tant dans l'agriculture, l'industrie que les services allait le renforcer et le faire sortir de la défensive dans laquelle il était enfermé face aux attaques de l'extérieur et de l'intérieur qui freinaient son dynamisme et limitaient son expansion.

Une politique attentive aux vrais besoins du secteur agricole traditionnel allait amorcer le passage de la paysannerie de l'ère de l'économie de subsistance à celle de l'économie moderne grâce à l'aide financière et technique à laquelle ses sacrifices lors de la guerre de libération lui donne un droit imprescriptible.

La nationalisation du commerce extérieur, la refonte des structures du commerce intérieur complétées par une série d'autres mesures convergentes dans d'autres domaines allait permettre de s'attaquer aux problèmes des prix et par conséquent de la valorisation des salaires.

Complétée par une plus judicieuse répartition des revenus au travers de la fiscalité et de l'intervention budgétaire en direction des couches et des régions déshéritées, cette série de mesures allaient préparer la mise en œuvre du Plan quadriennal dont l'économie tout entière est soutenue par la volonté de dépasser les contradictions objectives de toutes natures, objet de notre propos d'aujourd'hui.

Voilà très rapidement esquissés les bouleversements et les mutations qui sont la résultante, à partir des réalités objectives, de la conjonction des aspirations des masses et de l'action réfléchie du Pouvoir Révolutionnaire.

Le processus est loin d'être terminé et les débats à l'ordre du jour sur le renforcement du pouvoir des travailleurs dans le domaine de la gestion, la Révolution agraire, la réforme pastorale, etc., le prouverait s'il en était besoin.

Tous ces bouleversements et toutes ces mutations de l'infrastructure allaient tout naturellement se répercuter sur la superstructure. C'est-à-dire sur la sphère sociale, culturelle et idéologique.

Au plan structurel

Plutôt que de subir l'événement et de laisser fleurir des contradictions nouvelles, nées du choc entre le nouveau et l'ancien, le Pouvoir dans sa démarche scientifique, se devait de s'attaquer à ces problèmes avant qu'ils ne prennent un caractère aigu.

Dès que les conditions favorables furent remplies, le problème des institutions stables répondant aux besoins nouveaux fut attaqué, en commençant par la base.

L'édification progressive a vu tour à tour s'installer les nouvelles communes et les nouvelles wilayate suivant des conceptions inédites et révolutionnaires.

Pour permettre au peuple d'exercer sa pleine souveraineté il s'agissait de renforcer l'exercice effectif de son pouvoir par l'organisation des masses populaires et de leur avant-garde, regroupées dans le cadre du Parti Unique.

Un Parti unique différent des autres systèmes dans son fonctionnement et les rapports en son sein comme avec les organisations de masse, cadre de démocratie et de confrontation dialectique. A tous les échelons, la répartition des responsabilités et des tâches est orientée par un seul principe le pouvoir aux mains du peuple.

Nous avons déjà dit toute la difficulté à concilier la démocratie économique faite de rigueur et la démocratie politique devant permettre l'éclosion d'idées créatrices et d'initiatives positives.

Le système de la consultation périodique à tous les niveaux, la possibilité pour la base après avoir été consultée de choisir ses mandats, qu'il s'agisse des communes, des wilayate, du Parti, des Organisations de Masse, des collectifs des travailleurs dans tous les secteurs socialistes, sur des listes électorales où le nombre des candidats est le double des élus dénombre la nouveauté historique du système démocratique en Algérie.

Mais les institutions valent ce que valent les hommes qui agissent dans leur cadre.

L'importance du problème ne nous a pas échappé et c'est la raison pour laquelle le mot d'ordre doit être : instruction, éducation.

Le secteur socio-culturel et de formation bénéficie d'un concours financier, tant pour l'équipement que pour le fonctionnement, qui défie les règles de gestion budgétaire puisqu'il se situe au-delà de la limite tolérable pour l'équilibre des finances publiques.

C'est dire toute l'importance accordée à notre meilleur capital : la jeunesse. Il est inutile de revenir sur les efforts faits et sur ceux qui restent à faire dans le domaine de l'instruction. Mais l'instruction n'est pas tout si elle n'est pas complétée par l'éducation qui doit aboutir à la création de l'homme nouveau capable de mener à bien l'édification de la société dont nous rêvons tous.

Toujours dans le souci de dépasser les contradictions entre peuple et élite intellectuelle, l'institution du service national permet d'ores et déjà à la jeunesse de se prolonger au sein des masses et de s'intégrer à elles, en payant le tribut de la sueur comme ses aînés ont payé le tribut du sang.

Nul doute n'est possible sur le bénéfice indéniable que cette prise de contact avec des réalités nationales apportera aux jeunes générations qui se seront aguerries et armées, pour le combat qui les attend dans la voie de la réalisation du socialisme.

Ne perdons pas de vue que la conception d'une politique est une chose, sa matérialisation correcte en est une autre parce qu'elle relève des hommes, de leur niveau de conscience et de leur aptitude à assimiler les lois du socialisme et à les appliquer.

Cette prise en charge toujours plus radicale de leur destin par les hommes ne put se faire que par l'élargissement et l'approfondissement du processus révolutionnaire.

C'est dans ce but que les structures nouvelles sont toutes conçues en un entrecroisement vertical et horizontal, assurant ainsi à toute les catégories sociales qui forment le peuple la détention du pouvoir qui leur revient dans un ensemble conciliant les impératifs parfois contradictoires du développement économique et social dont l'aboutissement inéluctable doit être la société sans classes.

CONCLUSION

Nous avons essayé dès le début de l'exposé de préciser le sens et le contenu des concepts que nous avons utilisés pour les besoins de la clarté de la compréhension des idées que nous nous sommes proposées d'avancer dans le cadre du thème choisi.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir énoncé des vérités définitives au-dessus de toute critique.

Le seul mérite que nous réclamerions le cas échéant, est celui d'ouvrir un débat et d'offrir une base de discussion en vue des analyses préalables et indispensables à toute action créatrice.

Notre Révolution affranchi des étapes qui ont été dures et se trouve — à notre avis — à un stade où la nécessité de l'ouverture d'un pareil débat se fait sentir d'une manière aiguë. Ce débat doit déboucher sur l'enrichissement de la base théorique par l'épanouissement de la pensée révolutionnaire et l'élevation de la conscience militante.

Le thème que nous avons choisi doit être étudié, pensé, fouillé, discuté, critiqué et approfondi afin de consolider les fondements théoriques qui éclaireront notre action sur les réalités nationales en vue d'accélérer le processus des mutations toujours plus profondes qui nous rapprocheront de la concrétisation de nos options fondamentales.

C'est ainsi que nous nous donnerons l'idéologie la plus appropriée et la plus adaptée aux objectifs fixés et aux impératifs d'authenticité nationale.

L'aboutissement recherché c'est que la communauté de pensée s'instaure entre tous ceux qu'intéresse au plus haut point la solution des problèmes qui se posent à nous, en fonction des nécessités nationales et en dehors des querelles d'écoles ou de chapelles.

Nous ne soulignerons jamais assez la complexité du thème choisi et la multiplicité des controverses qu'il peut soulever. mais il fallait tôt ou tard l'aborder et ouvrir le débat tant il est vrai qu'une révolution, par delà les transformations sociales et économiques qu'elle engage, se doit de réduire autant que possible la distance temporelle entre les événements et la conscience qu'elle en a, sinon elle ne peut coller intimement à la réalité et épouser les aspirations les plus profondes des masses qui la font.

Il n'est pas de Révolution capable d'assurer le développement de son processus et de son cours vers ses objectifs sans évaluation et réévaluation stratégiques et tactiques. Ces réajustements périodiques requièrent précisément des militants une connaissance toujours plus approfondie et toujours actuelle, de l'ensemble des données, des facteurs, éléments et phénomènes qui la régissent, commandent et conditionnent son développement et son rayonnement.

C'est à partir d'une connaissance poussée et élargie des masses populaires dans la complexité de leurs contradictions que se définissent d'une manière judicieuse, les priorités et les urgences, les réorientations et les réajustements.

Sur le plan de la transformation mentale et psychologique, pour créer l'homme nouveau, l'appréhension de ces contradictions dans leurs aspects aussi bien objectifs que subjectifs permet de dégager des programmes et des contenus éducatifs et culturels conformes à la nature et à l'authenticité de la Révolution. Ceci pour s'assurer la confiance et l'engagement des générations futures. En effet, ces générations devront grandir dans le berceau de la culture révolutionnaire dégagée des distorsions et des disparités qu'a connues et que connaît notre peuple.

Il s'agit là, je l'ai dit et je tiens à le répéter, de réflexions personnelles, à partir de constatations non moins personnelles, que je livre à votre appréciation, suivant en cela la méthode adoptée pour les autres conférenciers qui ont précédé et qui ont été faites par les frères à titre de militants et non de responsables.

Il appartient à chacun et à tous de participer au débat public qui est ouvert. Il faut sortir des cercles restreints de discussion qui par leur étroitesse ne peuvent rester que sans lendemain, ne toucher que des aspects fragmentaires d'une situation complexe et ardue à démêler.

Vous avez partout des salles, des cadres organiques, un public assoiffé d'apprendre et donc réceptif. Vous n'êtes soumis à aucune contrainte. C'est dire toute la latitude dont peuvent disposer les hommes décidés à sortir des plaines arides du silence intellectuel pour s'engager dans la voie de l'idjtihad au service de la Révolution socialiste et par voie de conséquence du peuple et de la PATRIE ALGERIENNE, enfin de l'HUMANITE à laquelle chaque pays peut et doit apporter sa contribution si minime soit-elle.